

Aux membres de la commission d'enquête,

Monsieur le Président de la Commission d'Enquête

Notre Dame de Gravenchon, le 20 mai 2014

Messieurs,

L'AEPJR et ses membres vous prient de trouver ci-après les commentaires qu'ils souhaitent porter à la connaissance des commissaires enquêteurs dans le cadre du projet de PPRT de Port Jérôme.

A des fins de clarté, nous exposerons tout d'abord les remarques d'ordre général sur les documents mis à l'enquête, puis nous présenterons plus en détail les sujets les plus critiques de ce plan. Les remarques étant très nombreuses sur le règlement, le cahier de recommandations ainsi que le bilan de la concertation, nous tenons à votre disposition l'ensemble de ces documents commentés par l'AEPJR.

I- Remarques d'ordre général.

Les documents présentés à l'enquête publique ne correspondent pas à ceux qui ont été soumis à l'avis des POA en date du 18 octobre 2013 et présentés en CSS.

Dans un premier temps, nous avons fait une lecture attentive des deux versions et identifié les changements tout en prenant en compte les commentaires des POA.

Cette comparaison met clairement en évidence le fait que le règlement comme le cahier des recommandations ont été significativement modifiés par les services de l'Etat, et ce sans que ces modifications soient issues du résultat de la concertation avec les POA.

Il ne s'agit pas de simples modifications de forme, mais bien de modifications substantielles du projet qui avait été élaboré par le groupe de travail, projet qui faisait consensus et avait été soumis pour avis aux POA et a été le fondement de leurs observations.

Les services instructeurs dans leur document « Bilan de la concertation » tentent de justifier ces modifications en laissant supposer qu'elles sont le résultat de la consultation des POA et sont donc intervenues avec leur accord.

A cet égard, il est indiqué en fin du document « Bilan de la concertation » que :

« Pendant la période de consultation des POA, les services instructeurs ont apporté quelques modifications, dans le règlement et le cahier des recommandations, avec l'objectif d'améliorer la lecture et la compréhension de ces documents. Celles-ci n'ont pas fait l'objet de remarques des POA et ont porté notamment sur :..... »

Or l'essentiel des modifications apportées au projet n'ont pas pour effet d'améliorer la lecture où la compréhension des documents, mais bien d'en changer le sens et la portée, en contradiction avec le résultat de la concertation avec les POA et le groupe de travail.

De plus, ces modifications n'ont pas pu faire l'objet de remarques des POA puisqu'elles n'ont jamais été portées à leur connaissance. Ceci constitue une irrégularité dans le processus de concertation du PPRT.

L'AEPJR ne peut que déplorer que le texte qui faisait consensus avec toutes les parties, et qui a été mis pour avis aux POA, soit ainsi dénaturé et le travail de concertation galvaudé par une méthode peu élégante des services instructeurs vis-à-vis des industriels et des collectivités locales.

L'AEPJR souhaite rappeler ici la genèse de la mise en place du groupe de travail du PPRT de Port Jérôme. Devant la complexité des PPRT multi-entreprises, problématique nationale de fait, l'AEPJR a souhaité être proactif et mener à bien la construction du règlement de PPRT avec les objectifs de protection des personnes tout en assurant le maintien et le développement économique de la zone industrielle. L'AEPJR a donc lancé une réflexion dès septembre 2012, en particulier pour les zones grisées, mais bien au-delà par la suite, où elle a convié les collectivités et les services instructeurs (voir annexe 1). Ce groupe de travail a ainsi œuvré pendant plusieurs mois pour développer le meilleur projet de règlement de PPRT qui répondent à toutes les exigences. Le résultat de cette concertation intense et fructueuse correspond au projet mis pour avis aux POA le 18 octobre (à l'exception de l'article I.1.6)

Il nous paraît donc très surprenant de constater des changements sur le fond, changements unilatéralement portés par les services instructeurs en dépit des résultats de la concertation. L'AEPJR, qui a toujours été et continue à prôner la concertation avec les autorités et les collectivités ne peut se satisfaire d'une telle méthode des services instructeurs et souhaitent vivement que les principes qui ont toujours prévalu soient respectés.

Au moment où nous arrivions au terme d'un travail intense de 5 ans, il est dommageable qu'un revirement non fondé des services instructeurs vienne ainsi mettre en péril la réussite du PPRT.

Après avoir pris connaissance des changements envisagés par les services instructeurs sur les zones grisées, nous avons informé le sous-préfet par courrier électronique en date du 21 mars 2014 (voir annexe 5) et sur les risques encourus par la mise à l'enquête public d'une version aussi différente de celle présentée aux POA. La lecture complète des documents mis à l'enquête publique à compter du 14 avril n'a fait que confirmer notre inquiétude et renforcer notre opposition.

Les modifications principales apportées au projet de règlement dans sa version soumise à l'enquête, qui ne résultent pas de la consultation des POA, sont les suivantes :

- Modification de la définition des zones grisées et non-respect des choix des industriels sur leurs zones grisées comme le prévoyait l'article II.2 du projet de règlement soumis pour avis aux POA ;
- Modification de la définition des prestataires et sous-traitants et ajout d'obligations non prévues dans le projet soumis pour avis aux POA ;
- Modification des règles en matière de reconstruction de bâtiments ou de changements de destination, ces règles n'ayant pas été soumises aux POA et pas demandées par celles-ci ;
- Ajout de détails techniques obligatoires non prévus par la réglementation en vigueur et non prévus dans le projet soumis pour avis aux POA.
- Non prise en compte des avis des POA pour les dessertes et infrastructures

Le cahier de recommandations a également fait l'objet d'une refonte totale entre la version présentée pour avis aux POA et la version mise à l'enquête publique, et ce, là encore, sans que ces changements soient justifiés par des commentaires des POA.

En application des dispositions de l'article R.515-40 du code de l'environnement, le projet de PPRT doit être élaboré avec les POA et faire l'objet d'une procédure de concertation du public. La pertinence et l'effectivité de la consultation des POA supposent que celles-ci soient consultées sur un projet qui, certes évoluera de façon constructive à la lecture de leurs observations, mais constitue bien le texte sur lequel l'administration entend recueillir leur avis. Consulter les POA sur un projet pour finalement en soumettre un autre au public est non seulement privé de sens mais est de surcroît parfaitement illégal.

L'article R.515-44 prévoit qu'à l'issue de cette phase d'élaboration, « ***Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les personnes et organismes associés, est soumis à une enquête publique (...)*** ».

Dans ces circonstances, l'approbation du PPRT dans la version actuellement soumise à enquête publique interviendrait au terme d'une procédure irrégulière, ce qui aurait pour effet de l'entacher d'illégalité et, dans l'hypothèse d'un contentieux, devrait conduire inmanquablement à son annulation.

II- Remarques particulières.

Dans la suite de ce document, nous démontrons que certains des changements apportés au projet par les services instructeurs postérieurement à la procédure de concertation sont dépourvus de fondement, les prescriptions proposées n'étant pas nécessaires à la prévention des risques technologiques.

A- La définition des « zones grisées ». Article II.2 du règlement et cartes associées

De nombreux industriels ont partagé avec les autres membres de l'AEPJR leur désaccord formel avec le projet mis à l'enquête publique.

1/ Dans la version mise à l'enquête publique, les services instructeurs ont modifié la définition des « zones grisées » telle qu'elle figurait dans le projet approuvé par les POA, et ce en contradiction avec l'option retenue par les industriels suivant leur stratégie d'utilisation de leur zone foncière.

Pour justifier cette modification, les services de l'Etat indiquent au point 16 du « Bilan de la concertation » que :

« Une rédaction a ainsi été retenue dans le règlement, qui laisse plusieurs choix possibles sur la détermination effective des zones. Les cartes présentées lors des multiples réunions d'association ou de CLIC n'ont jamais fait l'objet de remarques sur le sujet des zones grisées ».

Cette affirmation a fait l'objet d'une forte réaction des industriels qui ont participé au groupe de travail, car elle est mensongère et vise à tromper le public sur la réalité de la concertation et les changements unilatéraux non fondés réalisés par les services instructeurs. Les quelques exemples de courriers ou d'échanges du groupe de travail où participaient la DREAL et la DDTM, démontrent s'il le fallait, l'inexactitude de l'affirmation de ces derniers.

D'autre part, cette affirmation figurant dans le bilan de concertation est erronée à deux titres :

a) D'une part, la rédaction finalement retenue pour la détermination des zones grisées ne laisse pas plusieurs options et, surtout, celle-ci ne correspond pas à la définition approuvée par l'ensemble des parties pendant la phase de concertation.

De fait, la définition des zones grisées figurant dans la version du projet de règlement soumise à l'enquête publique n'est pas celle retenue par le groupe de travail et les POA.

Cette définition est, dans le projet de plan soumis à enquête, désormais rédigée dans les termes suivants :

La zone grisée correspond globalement à l'emprise spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine des risques technologiques.

Elle peut être arrêtée, suivant les cas :

- *aux limites physiques des installations générant les risques;*
- *à la clôture ceinturant les installations;*
- *à l'emprise foncière des installations;*
- *à l'emprise et maîtrise foncières de la propriété de l'entreprise à l'origine des risques;*
- *aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.*

Pour le cas du PPRT de la zone industrielle de Port Jérôme, il a été retenu à la fois les limites physiques des installations générant les risques et les clôtures ceinturant les installations.

La dernière phrase de cette définition, qui réduit considérablement les possibilités de classement en zone grisée, a été ajoutée par les services instructeurs postérieurement à la consultation des POA, et ce en dépit du travail de concertation avec les industriels.

b) D'autre part, les cartes présentées à l'occasion des réunions de POA ont fait l'objet de nombreux commentaires et il était admis que celles-ci devaient être actualisées.

A cet égard, les services instructeurs étaient parfaitement au courant de la position des industriels, concernant la détermination des zones grisées puisqu'il a été signalé plusieurs fois, dans les réunions de POA et de CLIC/CSS, que les cartes présentées n'étaient pas correctes.

A plusieurs reprises, les services instructeurs ont déclaré aux industriels que les cartes seraient mises à jour en fin d'instruction du projet et que des corrections pouvaient être apportées jusqu'au 18 décembre 2013.

De même, dans la présentation à la réunion des POA du 4 juillet 2013, la DREAL indiquait que les zones grisées correspondent à l'emprise des entreprises, sans évoquer les clôtures ou la limite physique des installations.

Durant cette réunion des POA du 4 juillet, le président de l'AEPJR est intervenu pour indiquer que les cartes des zones grisées n'étaient pas à jour. La DREAL, par l'intermédiaire de Mme Viste, a confirmé cette absence de mise à jour. Elle a également précisé, d'une part, que le sujet avait fait l'objet de discussions au sein du groupe de travail et d'une consultation avec les industriels via l'AEPJR, d'autre part, que les cartes présentées dans la réunion POA étaient provisoires et que les nouvelles zones grisées définies par les industriels seraient intégrées dans la version finale du projet de zonage réglementaire. Cette réunion a fait l'objet d'un enregistrement sonore qui est à la disposition de la Commission d'Enquête si celle-ci souhaitait avoir plus de détails sur les termes de la concertation.

Pour illustrer les termes du consensus intervenu préalablement à la mise à l'enquête publique du projet, vous trouverez, en annexe 2, les documents concernant les zones grisées élaborés par le groupe de travail de septembre à décembre 2012. Ces documents sont rédigés et commentés conjointement par l'AEPJR (son président Daniel MENARD), la DREAL (Nathalie VISTE en charge du PPRT de Port Jérôme), la DDTM (Christian DUREL).

Il faut souligner que le choix de l'emprise foncière était inscrit dès octobre 2012, avec le commentaire suivant de l'AEPJR « *Si l'exploitant le souhaite, il peut vouloir couvrir son terrain en zones grisées* ». Ce commentaire n'a fait l'objet d'aucune objection de la part des services instructeurs dans la suite du document de travail et dans toutes les versions ultérieures.

La réflexion du groupe de travail sur les zones grisées s'est terminée en décembre 2012 et est actée par le mail transmis aux services instructeurs le 18 décembre 2012 par Daniel Ménard, président de l'AEPJR, avec la mention « version finale » ; là encore la DREAL et la DDTM n'ont manifesté aucune objection.

Vous trouverez également, en annexes, d'une part, le compte rendu de la présentation faite par l'AEPJR à ses membres sur la problématique des zones grisées et les documents concernant les zones grisées élaborés par le groupe de travail de septembre à décembre 2012 (annexes n° 1 et 2), d'autre part, le courrier adressé par l'AEPJR aux industriels classés « SEVESO AS » dans la zone, en réponse à une demande de la DREAL du 31 mai 2013 concernant les zones grisées (annexe n°3).

Ces documents sont sans ambiguïté sur les choix possibles pour les industriels dans la détermination des zones grisées en fonction de leur stratégie d'utilisation de leur emprise foncière.

L'article II.2 du projet de règlement soumis à avis de POA le 18 octobre 2013 confirmait la possibilité de retenir l'emprise foncière totale des industriels concernés.

Les industriels ont émis leur choix pour la prise en compte de leur zone grisée durant la phase de concertation, en accord avec les directives fournies par la DREAL.

Dans ces conditions, les services instructeurs ne pouvaient, sans aucune motivation, revenir sur le projet qui avait fait l'objet d'un consensus de l'ensemble des personnes et administrations impliquées dans l'élaboration du projet de PPRT.

2/ Les services instructeurs tentent également de justifier le changement apporté au projet de règlement soumis à enquête en invoquant le document « Aide à la rédaction des pièces réglementaires PPRT ».

La définition des zones grisées finalement retenue serait l'application des orientations fixées par ce guide de rédaction à l'usage de l'administration. Cette affirmation appelle les commentaires suivants :

a) Ce document, issu des discussions entre DGPR et UFIP/UIC/Amaris sur la problématique PPRT, a été publié par la DGPR en juin 2012. Il vient en complément de la note sur les activités économiques de mai 2011. Ce document était parfaitement connu des services instructeurs au moment de la mise en place du groupe de travail de Port Jérôme et de l'élaboration du projet de PPRT ; il ne s'agit pas d'un élément nouveau susceptible de venir impacter la rédaction de ce projet en cours d'élaboration et après la phase de concertation.

b) Ce document est un simple guide à usage interne de l'administration et n'a aucune valeur réglementaire; il ne peut être opposé aux tiers pour motiver des options qui ne résultent pas de l'application des textes légaux et réglementaires en vigueur et qui ne sont pas justifiées par la nécessité de la prévention des risques technologiques.

c) Enfin, la DREAL fait une lecture partielle de cette « circulaire » au détriment des industriels ; en effet, ce document précise :

- que les zones grisées ne sont pas définies réglementairement ;
- que les zones grisées doivent être définies avec l'exploitant en fonction de leurs installations et de leurs éventuels projets.

Ces deux éléments ne sont pas pris en considération par les services instructeurs dans leur réponse au bilan de la concertation qui s'en trouve donc erronée.

Les orientations figurant dans ce document à usage interne de l'administration ne peuvent régulièrement justifier la restriction apportée tant au droit de propriété qu'à la liberté du commerce et de l'industrie des entreprises de l'AEPJR, dès lors que les prescriptions visées ne sont pas justifiées par la prévention des risques technologiques objet du PPRT.

3/ La protection des personnes ne peut justifier la restriction des zones grisées aux limites physiques des installations ou aux clôtures les entourant.

Dans le bilan de la concertation, les services instructeurs tentent de se justifier leur revirement par la nécessité de protection des personnes. Cette affirmation est tout aussi dénuée de sens.

En effet, il suffit de regarder les parties que souhaitent griser les industriels concernés et que les services instructeurs ne veulent pas. On peut noter :

- ce sont des terrains dont l'entreprise est le propriétaire foncier et où il en assure la maîtrise foncière.
- ce sont des terrains qui sont : soit occupés par une activité sans fréquentation permanente, soit non occupés, soit occupés par une activité en lien avec les entreprises à l'origine du risque.

Comme le précise la note « Traitement des activités économiques » élaborée par le ministère de l'environnement et datée de mai 2011, pour les activités sans fréquentation permanente, il n'est pas nécessaire de prescrire des mesures foncières ou de renforcement du bâti dans les zones d'implantation de ces activités. C'est d'ailleurs ce principe qui est retenu dans le projet de règlement de Port Jérôme.

Pour les activités en lien, il existe déjà des obligations liant l'activité avec les industriels à l'origine du risque, en parfaite adéquation avec les exigences portées par le PPRT au travers du Plan de Mise à l'Abri-Activités Economiques (PMA-AE).

D'autre part, le fait de griser sur l'ensemble de leur zone foncière ne génère aucun impact sur les risques technologiques et la protection des personnes.

S'agissant des usages futurs qui pourraient être envisagés sur ce terrain, il faut souligner que le projet de règlement de PPRT prévoit, dans les zones grisées, des mesures constructives et organisationnelles. Ces mesures, permettant en toute hypothèse de garantir la sécurité des personnes, vont bien au-delà des exigences prévues par la doctrine PPRT et la circulaire d'Aide à la rédaction des pièces réglementaires qui précisent au contraire qu'aucune prescription ne peut être prise en zones grisées.

Enfin, l'AEJR soucieux de sauvegarder et développer l'activité économique de la zone industrielle ne peut accepter qu'une mesure prévue dans le PPRT soit discriminatoire et pénalisante pour Port Jérôme avec d'autres régions de France. La consultation de PPRT approuvé ou en cours d'approbation montre à l'évidence que les autres régions ont su utiliser les flexibilités possibles pour répondre de façon différente à celle des services instructeurs de Haute Normandie (la limitation de l'installation à la clôture la ceinturant retenue par la DREAL Haute-Normandie ne correspond de fait à aucune définition réglementaire).

Deux exemples parmi d'autres :

- Par exemple, à Jarrie, le terrain occupé par l'usine Air Liquide et qui alimente Arkema (SEVESO) a été grisé en considérant la « zone de respiration » incluant Air Liquide. Cette configuration du foncier est similaire à celle de Port Jérôme pour Air Liquide et Cofely. Cette approche est aussi très comparable à la prise en compte des « activités en lien », telle que prévue dans le projet de règlement de PPRT.
- A Donges, où les terrains entre les entreprises Total et Antargaz, qui pourtant ne portent aucune installation, ces terrains sont bien grisés.

Les mesures prescrites par un PPRT ne sont régulières qu'à la condition d'être nécessaires et proportionnées aux risques pris en compte par ce Plan. Or, il est clair que rien ne permet de justifier, et notamment pas la protection des personnes, que les terrains prévus par les industriels soient exclus de la zone grisée.

En conclusion sur cette question de la définition des zones grisées, il faut souligner à nouveau que l'un des objectifs initiaux du groupe de travail était d'élaborer un règlement de PPRT qui préserve le développement économique et ne soit pas un frein administratif à de futurs investissements. Cet objectif a d'ailleurs été présenté le 19 mars 2013 à la DGPR (voir présentation jointe en annexe 4).

C'est dans le souci constant du respect de cet objectif que le groupe de travail, auquel les services instructeurs ont participé en permanence, a élaboré le projet soumis pour avis aux POA en octobre 2013.

Dans l'hypothèse où le règlement finalement adopté devrait retenir une définition des zones grisées différente de celle proposée pour avis des POA et appliquée par les industriels dans leurs soumissions de cartes des zones grisées, toute évolution des activités exercées sur les terrains exclus de ces zones nécessitera la mise en œuvre d'une révision du PPRT conformément aux dispositions de l'article R.515-47 du code de l'environnement, c'est-à-dire une nouvelle procédure complète d'élaboration *ab initio* comportant notamment une phase de concertation et une enquête publique.

Le fait de classer en zones grisées les propriétés foncières des industriels concernés, d'une part, ne préjudicie en aucun cas à la prévention des risques, d'autre part, préserve la possibilité d'un développement futur sans qu'il soit nécessaire de recourir à une procédure lourde de révision du PPRT.

Dans ces conditions, l'AEPJR demande expressément que le zonage définitif du PPRT intègre les cartes soumises aux services de l'Etat par les industriels durant la période de concertation.

Si tel n'était pas le cas, et en l'absence de toute restriction nécessaire des zones grisées pour assurer la préservation des personnes et des biens contre les risques technologiques pris en compte par le PPRT, celui-ci serait entaché d'une erreur manifeste d'appréciation et encourrait un risque sérieux d'annulation dans l'hypothèse d'un contentieux.

B- La définition des « Activités prestataires ou sous-traitantes » :

Dans la version soumise à enquête publique, la définition des « Activités prestataires ou sous-traitantes » inscrite dans le glossaire du projet de règlement de PPRT a été modifiée par rapport au projet soumis à l'avis des POA.

Cette définition modifiée est à présent floue et susceptible d'être mal interprétée.

1- Une première définition des « Activités prestataires ou sous-traitantes » a été validée par le groupe de travail et demandée par les POA (AEPJR pour tous les industriels membres) dans les termes suivants :

« Ces activités regroupent en premier lieu toutes les entreprises intervenant au sein des établissements à l'origine des risques ou au sein des activités de nature industrielle et similaire aux activités existantes ou au sein des activités en lien avec celles-ci sous réserve que la société prestataire intervienne un temps significatif (de l'ordre de 70% de son temps) dans au moins l'un de ces établissements ou activités. ».

La définition inscrite dans le projet de règlement soumis aux POA était la suivante :

« Ces activités regroupent toutes les entreprises intervenant au sein d'un établissement donneur d'ordre pour différentes prestations et respectant les deux critères suivants :

- la société prestataire intervient un temps significatif (de l'ordre de 70% de son temps) dans l'établissement donneur d'ordre. Ce calcul est effectué sur la base du temps total de travail de l'ensemble des personnels intervenant pour des opérations répondant au critère de l'alinéa suivant (hors personnel administratif)*
- les prestations sont uniquement celles nécessitant une présence sur le site, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site. A titre d'exemple, les opérations de calorifugeage, de montage/démontage d'échafaudage, de montage de tuyauteries, etc, entrent dans ce champ. A contrario, les « prestations » administratives telles que la comptabilité ne répondent pas à ce critère ».*

La définition finalement proposée dans le dossier d'enquête publique est encore rédigée dans des termes différents :

« Ces activités regroupent toutes les entreprises intervenant au sein des établissements à l'origine des risques, au sein des activités de nature industrielle et similaire aux activités existantes ou au sein des activités en lien avec celles-ci, sous réserve que la société intervienne un temps significatif (de l'ordre de 70 % de son temps) dans au moins l'un de ces établissements ou activités.

Les prestations sont uniquement celles nécessitant une présence sur la zone, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site. »

2- Dans la version soumise à enquête, les exemples d'activités qui peuvent ou non être autorisées ont été supprimés. A défaut d'illustrations concrètes, la définition est désormais beaucoup moins claire et peut exposer les entreprises prestataires ou sous-traitantes à une mauvaise interprétation par les services de l'administration en charge de faire appliquer le règlement.

A la lecture de la définition actuellement proposée, il est très difficile de savoir quelles sont les prestations nécessitant ou non une présence sur la zone. A l'extrême, on pourrait soutenir que toute prestation peut être réalisée à l'extérieur du site, y compris en délocalisant dans les pays émergents des tâches de maintenance ou de projets.

Ce n'était nullement l'intention du groupe de travail constitué des industriels et des collectivités locales qui souhaitent assurer la pérennité économique de la zone industrielle et de l'emploi local.

Eloigner l'activité des prestataires et des sous-traitants est totalement contreproductif :

- d'une part, en termes de protection des personnes : l'éloignement conduit à augmenter les risques encourus par les prestataires du fait du transport vers le site (or, dès lors que toutes les mesures nécessaires à la protection contre les risques industriels sont prescrites par le PPRT et mises en œuvre, les risques d'accidents sur route deviennent infiniment plus élevés) ;

- d'autre part, en termes d'impact environnemental en raison des rejets de CO2 supplémentaires associés au transport ;

- enfin, en termes économiques du fait de la perte de temps et d'efficacité des activités.

Afin d'éviter ce type de confusions dangereuses pour l'emploi et l'activité économique, nous demandons à ce que soit respectée la version mise pour avis aux POA, avec leurs éventuels commentaires (dont ceux de l'AEPJR).

3-Enfin, les services instructeurs ont également modifié, dans le corps du texte du projet de règlement, tous les alinéas relatifs aux prestataires et sous-traitants, sans justification et en contradiction avec les orientations du groupe de concertation et/ou les commentaires des POA.

Par exemple pour la zone Rouge, on trouve dans la version mise à l'enquête publique :

- « tous les projets d'extensions et d'aménagements pour les activités prestataires ou sous-traitantes des activités autorisées aux alinéas précédents, sous réserve que les prestations soient uniquement celles nécessitant une présence sur cette zone, c'est à dire ne pouvant pas être réalisées hors du site »;

Alors que la version soumise pour avis au POA était la suivante :

-« tous les projets d'extensions et d'aménagements pour les activités prestataires ou sous-traitantes des activités autorisées aux alinéas précédents ».

La précision apportée accentue le risque de confusion des entreprises prestataires ou sous-traitantes qui pourraient mal l'interpréter, et elle est au demeurant inutile dès lors que « les activités prestataires ou sous-traitantes » autorisées dans la zone sont expressément définies dans le glossaire du PPRT.

Cette modification n'étant pas issue de la concertation, nous demandons que la version définitive du règlement soit en conformité avec la version soumise pour avis au POA.

Il convient de noter que cette correction doit être appliquée à de multiples reprises dans le règlement, à chaque fois qu'il est fait mention des activités des prestataires ou sous-traitants.

C- Reconstruction et changement de destinations des bâtiments.

Le groupe de travail a travaillé en concertation pour couvrir spécifiquement ces aspects et rédiger un projet de règlement qui garantisse la protection des personnes vis-à-vis des risques industriels tout en respectant le droit à la reconstruction à l'identique, ainsi que les possibilités de changement de destinations des bâtiments pour l'exercice des activités économiques autorisées à s'implanter dans la zone industrielle de Port Jérôme.

Ce travail collectif, incluant les services instructeurs, les collectivités et les industriels, a permis la rédaction du projet soumis pour avis aux POA. Le projet de règlement prévoyait, pour chacune des zones, les projets d'extension interdits.

Des modifications substantielles ont été apportées aux chapitres du projet de plan concernés dans le document soumis à enquête publique.

1- Pour la zone Rouge, par exemple, le projet soumis aux POA prévoyait:

« Article II-3.2.1.1 : Interdictions

.Tous les projets d'extensions, de reconstruction, de démolitions ou d'aménagements sur des constructions ou installations existantes sont interdits à l'exception de :

- ceux portés par les entreprises à l'origine des risques (en propre ou en sous-traitance) sous conditions des articles II-3.2.2 et II-3.2.3 ;*
- ceux autorisés à l'article II-3.2.1.2, et sous conditions des articles II-3.2.2 et II-3.2.3 ;*
- ceux concernant les changements de destination à l'exception de ceux relatifs aux usages à caractère d'habitation, d'hébergement hôtelier, de bureaux, de commerce, d'artisanat, d'exploitation agricole ou forestière ou d'entrepôts*
- ceux relatifs à la reconstruction à l'identique d'un bâtiment, en cas de destruction par un sinistre autre qu'un accident technologique ;*
- ceux relatifs à la reconstruction d'un bâtiment détruit par un accident technologique et sous les conditions des articles II-3.2.2 et II-3.2.3*

Cette version a été significativement modifiée dans la version mis à l'enquête publique qui prévoit :

« Article II-3.2.1.1 : Interdictions

Tous les projets d'extensions, de reconstructions ou d'aménagements sur des constructions ou installations existantes sont interdits à l'exception de :

- ceux portés par l'entreprise à l'origine des risques dans la zone « R » dont elle est à l'origine;*
- ceux autorisés à l'article II-3.2.1.2 et sous conditions des articles II-3.2.2 et II-3.2.3 ».*

Quelques modifications ont également été apportées à l'article II.3.2.1.2.

2- Ces modifications apportées au projet de règlement postérieurement à la procédure d'instruction et de concertation ne peuvent être considérées comme des modifications mineures ou de pure forme.

Le projet d'article II-3.2.1.1 tel qu'il figure dans le document soumis à enquête porte, sans aucune justification, atteinte aux intérêts des entreprises actuellement présentes sur la zone comme à celles qui s'y implanteront dans l'avenir.

En effet, dans l'hypothèse de la destruction d'un bâtiment par un accident autre qu'un accident technologique, la reconstruction à l'identique serait alors impossible. Le droit à la reconstruction à l'identique ne peut, sans aucune justification, être remis en cause par le règlement de PPRT.

Article L111-3 du code de l'urbanisme:

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 222

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié.

Peut également être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L. 421-5, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

· Il n'y a pas de disposition particulière mentionnée dans les PLU de Notre-Dame de Gravenchon et de Lillebonne pour la zone UI (zone urbanisme industrielle)

Dans le même esprit, la nouvelle version remet en cause les règles envisagées par le groupe de travail concernant les changements de destinations en imposant des exigences supplémentaires sur les bâtiments. Cela apparaît comme discriminatoire et de nature à dévaloriser les activités existantes et remettre en cause leur pérennité.

La lecture attentive des commentaires des POA ne fait nullement apparaître de demandes de modification du projet de prescriptions sur ce point (excepté la demande d'un POA de supprimer « les démolitions » qui n'ont pas à être considérées dans un PPRT), et il n'y est pas plus fait allusion dans le bilan de la concertation. Ces modifications n'ont donc aucune justification.

De surcroît, de telles modifications fragilisent :

- le maintien des activités existantes dans les zones industrielles et portuaires en ne garantissant pas la reconstruction des bâtiments détruits en cas de sinistre non technologique ;
- le transfert ou la vente des installations existantes sur les zones industrielles et portuaires (terrains appartenant au GPMR ou à d'autres investisseurs privés) en cas de changements de destination.

Ceci serait préjudiciable à la compétitivité des ports et au développement des investissements privés sur les terrains fonciers appartenant au GPMR, aux entreprises privées ou aux collectivités.

En conséquence, il est demandé que tous les paragraphes du règlement du PPRT traitant de ces aspects reprennent la rédaction de la version soumise pour avis des POA.

D- Autres aspects du règlement sujets à contestation

1-Dans la version commentée par de nombreux POA, et notamment l'AEPJR, dans le cadre de la concertation, il avait été demandé que la dernière phrase apparaissant dans l'article II-1-2 du projet de règlement soit supprimée :

Phrase dont la suppression avait été demandée par les POA

Lorsqu'un bâtiment existant ou un projet (nouveau ou extension) est impacté par plusieurs zones réglementaires, les prescriptions les plus contraignantes, prévues dans le règlement, devront être respectées pour l'ensemble du bâtiment concerné sauf si une étude démontre qu'il peut en être autrement.

Phrase maintenue et modifiée figurant dans la version soumise à enquête publique

Lorsqu'un bâtiment existant ou un projet (nouveau ou sur les biens et activités existants) est impacté par plusieurs zones réglementaires, les prescriptions adaptées aux niveaux de risques considérés, prévues dans le règlement, devront être respectées pour chaque partie du bâtiment concerné sauf si une étude démontre qu'il peut en être autrement.

La modification faite par les services instructeurs ne correspond pas à la demande des POA et n'apporte aucune valeur ajoutée puisque les mesures constructives sont précisées dans chacune des zones.

De plus, la nécessité de fournir une étude pour démontrer que les prescriptions les plus contraignantes peuvent ne pas être appliquées pour l'ensemble du bâtiment concerné, apparaît comme discriminatoire à l'égard des entreprises n'ayant pas forcément les moyens de financer de telles études.

Enfin, le PPRT doit prescrire les mesures nécessaires et proportionnées à la prévention des effets auxquels les bâtiments sont soumis, et ne peut pas en revanche régulièrement fixer des mesures de prévention pour un aléa et un effet supérieur à ceux auxquels le bâtiment concerné est réellement exposé.

Il convient donc de supprimer la phrase suivant la demande fondée des POA.

2-Dans la version mise à l'enquête, les services ne répondent pas à la préoccupation des POA en ce qui concerne la possibilité de construire des dessertes sur la zone industrielle, nonobstant la couleur de la zone réglementaire.

Phrase dont la modification avait été demandée les POA :

Sont autorisés sous respect des règles de constructions.....

- *la réalisation d'infrastructures routières, ferroviaires, fluviales et maritimes permettant la desserte des activités autorisées dans cette zone et l'acheminement des services de secours ;*

Phrase proposée par les POA.

Sont autorisés sous respect des règles de constructions.....

- *la réalisation d'infrastructures^o routières, ferroviaires, fluviales et maritimes permettant la desserte des activités autorisées à l'intérieur et en dehors de l'ensemble des zones du PPRT et l'acheminement des services de secours ;*

Phrase soumise à enquête publique :

Sont autorisés sous respect des règles de constructions.....

- *la réalisation d'infrastructures^o routières, ferroviaires, fluviales et maritimes permettant la desserte des activités autorisées et l'acheminement des services de secours ;*

Il y a une possibilité d'interprétation de l'autorisation de construire des infrastructures comme limitée aux infrastructures nécessaires aux seules activités autorisées dans la zone concernée. Par exemple pour la zone rouge, seules les dessertes seraient autorisées pour rejoindre les activités autorisées dans la zone rouge.

Il conviendrait donc de reprendre la formulation demandée des POA ci-dessus.

3- Le fermeture au public des accès à la RD110.

La question de la RD110 a fait l'objet de multiples réunions préparatoires entre les services instructeurs, les industriels, les collectivités et le conseil général-gestionnaire de la voirie.

Différentes options ont été envisagées et les conclusions ont été présentées à plusieurs reprises aux POA, aux membres du CLIC/CSS, et au grand public.

Les considérations de protection des usagers avaient abouti à la décision de mettre en place une gestion dynamique des accès avec fermeture de la RD110 en cas d'accident technologique.

Les investissements nécessaires à la mise en œuvre de cette mesure, dont le montant est estimé à 155 000 euros (montant très faible comparé aux efforts consentis par les industriels) devaient être pris en charge par le département, gestionnaire de la voirie.

Nous constatons que face au refus du département (recevant pourtant la CET) d'assumer ces coûts, les services instructeurs envisagent de transférer cette opération dans le cadre d'une modification du PPI.

Cette approche appelle de notre part les plus grandes réserves pour plusieurs raisons :

- Les prescriptions d'un PPRT ne peuvent avoir ni pour objet, ni pour effet d'imposer la modification d'un PPI ; Le PPI actuel a été approuvée en 2008 et a nécessité près de 7 ans de travail. Toute modification demandera un temps très important au regard des enjeux ;
- Compte tenu, d'une part, des efforts déployés par les industriels de la zone de Port-Jérôme pour réduire les risques à la source, d'autre part, du fait que le système de réponse à

l'urgence prévu par le PPI approuvé par les Préfet de la Seine-Maritime et de l'Eure répond à toutes les exigences légales et réglementaires, la remise en cause de ce PPI et l'ajout d'exigences complémentaires ne sont pas justifiés ;

- Il n'est pas de la compétence des industriels d'assurer la gestion du domaine public routier.

L'AEPJR considère que la solution introduite par les services instructeurs dans le projet de PPRT soumis à enquête pour répondre au désistement financier du département ne correspond pas aux présentations faites à maintes reprises aux POA.

Au demeurant, cette nouvelle mesure crée des incertitudes notables sur les conditions de la mise en œuvre effective de la gestion des accès à la RD110.

Le problème du financement de la mesure ne peut remettre en cause les objectifs du PPRT.

Nous rappelons également que la fermeture totale de la RD110 au public, envisagée dans le cadre de la concertation, n'a pu être poursuivie du fait de l'absence d'itinéraires alternatifs pour le passage des transports exceptionnels (>70 tonnes) dans le département, problématique historique du ressort du gestionnaire de voirie qu'est le Conseil Général.

Enfin, il apparaît que l'augmentation du trafic sur la RD173 associée à la fermeture au public de la RD110 ne prendrait pas en compte les autres changements de circulation associés aux nouvelles voies desservant la zone PJ2, pouvant ainsi aboutir à des difficultés de fluidité du trafic sur la RD173.

Concernant les modes doux prévus dans le règlement, et en particulier la réalisation d'une voie piétonne, nous regrettons que les délais de réalisation soient portés à 5 ans. Ce délai est long et sans comparaison avec les délais imposés aux industriels pour des risques technologiques éminemment moins probables que les accidents routiers.

4- Dans sa version mise à l'enquête publique, il n'est pas tenu compte des commentaires des POA qui rappellent que le règlement ne peut imposer des moyens mais peut seulement préciser les objectifs de protection à atteindre. Le bilan de concertation ne répond pas convenablement en maintenant l'imposition d'un local de confinement. L'AEPJR n'est pas opposé à l'idée du local de confinement mais cela ne peut être prescrit, l'exploitant pouvant très bien concevoir d'autres moyens de protection.

L'AEPJR souhaite que la formulation soit la suivante «la mesure peut consister en un local de confinement » dans les articles II-5.1.2, II-5.2.2, II-6.1.2 et II-6.2.2.

De même, l'annexe 1 du règlement ne constitue en rien une prescription mais seulement un exemple pouvant être utilisé dans le cadre du PPRT. Cela mériterait d'être précisé dans le règlement pour éviter toute confusion dans l'application.

5- Pour les Articles II -4.1.1.2 et II - 4.2.1.2 : « Autorisations sous conditions », le GPMR, membre de l'AEPJR souhaite souligner la nécessité de remonter les alinéas 4 et 5 au-dessus de l'alinéa 3 afin d'autoriser "tous les projets d'aménagements, d'ouvrages, ou de constructions pour les activités en lien avec les activités autorisées aux alinéas ci-dessus", soit en particulier les projets "...nécessitant

de s'implanter dans une zone portuaire en raison de l'utilité de la voie d'eau .." et "...les activités de chargement et de déchargement (dont entrepôts de transit de marchandises),..."

La définition des "activités en lien" dans l'annexe 2 rend pertinent et indispensable cet ajout pour les activités nécessitant de s'implanter dans une zone portuaire ou les activités de chargement ou de déchargement (dont entrepôts de transit de marchandises), si l'on ne veut pas porter atteinte à la compétitivité des ports.

En effet, il suffit de prendre l'exemple concret et classique suivant :

L'actuel projet de PPRT autoriserait un opérateur portuaire (entreprise A) à construire un auvent pour décharger les marchandises en vrac en provenance d'un navire mais interdirait l'activité d'ensachage de l'entreprise B (indépendante) consistant à conditionner la marchandise stockée avant son expédition définitive (ex : mise en sacs des produits en vrac pour rechargement et expédition camions).

CONCLUSION

L'AEPJR qui a été étroitement impliqué et associé dans la construction d'un projet de PPRT équilibré et pertinent attire l'attention de la Commission d'Enquête sur les modifications apportées au projet de PPRT soumis à l'enquête publique par rapport au projet élaboré par le groupe de travail, et présenté dans le cadre des procédures de concertation et de consultation pour avis des POA.

Ces modifications portent, pour l'essentiel, sur la définition des « zones grisées », la définition des « activités prestataires ou sous-traitantes », les travaux de reconstruction et les changements de destinations autorisés dans les différentes zones, et les modalités de mise en œuvre de la fermeture du la RD110 au public, mais aussi des ajouts d'exigences techniques ou organisationnelles infondées.

Il ne s'agit pas de modifications mineures ou de simple forme, mais bien de modifications substantielles qui viennent poser deux difficultés majeures :

- Au plan de la procédure, il faut tout d'abord rappeler que le groupe de travail constitué pour l'élaboration du PPRT de Port-Jérôme, composé de représentants de l'ensemble des parties concernées, a œuvré pour aboutir à la rédaction d'un document faisant consensus et garantir ainsi une parfaite mise en œuvre, dans l'avenir, des prescriptions de ce plan.

L'objectif majeur du groupe de travail était d'élaborer un règlement permettant de concilier, d'une part, la protection des personnes contre les risques technologiques et, d'autre part, le développement économique futur de la zone.

Le document approuvé par toutes les parties impliquées et soumis à l'avis des POA répondait à cet objectif.

Pourtant, et sans aucune justification, des modifications ont été apportées au projet postérieurement à la concertation et aux avis rendus par les POA.

Ces modifications, qui portent atteinte aux intérêts des entreprises concernées (membres de l'AEPJR) et à l'activité économique et remettent en cause les perspectives de développement de la zone, ne sont pas issues des procédures de concertation et de consultation des POA.

Tel ne pourrait d'ailleurs être le cas dès lors qu'elles n'ont pas été soumises aux POA, en contradiction avec les dispositions du code de l'environnement.

Dans le cas où le projet soumis actuellement à l'enquête serait de nouveau soumis pour avis, l'AEPJR en accord avec la concertation et la défense de ses membres rendrait un avis défavorable.

- Sur le fond, les modifications substantielles apportées au projet de règlement ne sont pas justifiées par les services de l'Etat, notamment par des impératifs de protection des personnes.

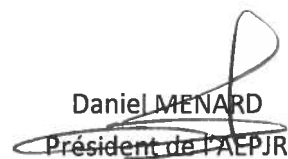
De fait, aucune des modifications introduites dans le projet de plan n'est nécessaire et proportionnée à la protection des personnes contre les risques technologiques, seul objet du PPRT.

Dans ces circonstances, l'approbation du PPRT dans la version actuellement soumise à enquête publique, d'une part, interviendrait au terme d'une procédure irrégulière, d'autre part, serait entachée d'erreur manifeste d'appréciation, et encourrait un risque sérieux d'annulation dans l'hypothèse d'un contentieux.

L'AEPJR est désireuse de voir aboutir la procédure d'élaboration du PPRT sur un document mis en œuvre dans de bonnes conditions et avec l'accord de l'ensemble des parties impliquées, demande que le plan soit approuvé dans sa dernière version soumise à l'avis des POA (règlement et cahier de recommandations), complétée de l'accord du 29 octobre avec le sous-préfet et des cartes des zones grisées soumises par les industriels ainsi que la prise en compte des commentaires recevables des POA.

Il serait vraiment regrettable que l'investissement en temps et en ressources des industriels membres de l'AEPJR durant de nombreuses années, ainsi que celui des collectivités locales et des services instructeurs soient anéantis et remis en cause à la phase finale d'aboutissement du PPRT de Port Jérôme. Nul n'aurait intérêt à une annulation du PPRT alors que le travail du groupe de travail a été à plusieurs égards, exemplaire et reconnu par tous.

Nous vous souhaitons bonne réception de nos documents et restons à votre disposition pour de plus amples renseignements.


Daniel MENARD
Président de l'AEPJR

Annexes :

- 1- Compte rendu de la présentation faite par l'AEPJR à ses membres sur la problématique des zones grisées et présentation à DREAL/DDTM sur problématique Zones Grisées
- 2- Documents concernant les zones grisées élaborés par le groupe de travail de septembre à décembre 2012
- 3- Courrier du 14 juin 2103 adressé par l'AEPJR aux industriels classées « SEVESO AS » dans la zone, en réponse à une demande de la DREAL du 31 mai 2013
- 4- Présentation faite à la DGPR le 19 mars 2013
- 5- Courrier de l'AEPJR à Mr Le Sous-Préfet suite réunion du 21 mars 2013 avec les services instructeurs

ANNEXE 1

PPRT de Port-Jérôme - zones grisées

21 septembre 2012

Maison de l'intercommunalité - Lille

Pôle Sécurité publique

Environnement industriel et risques

Compte rendu rédigé le 25 septembre 2012, par Maritxu PENEZ

Nom	Organisme	Présent	Absent	Diffusion
Cyril ACHARD	Air Liquide France Industrie	X		X
Nicolas CAUVIN	Lanxess Elastomères	X		X
Luc GUIRAUD	Air Liquide France Industrie	X		X
Denis LEGRAS	Cabot Carbone	X		X
Nicolas LEMAIRE	TEREOS BENP	X		X
Daniel MENARD	ExxonMobil Chemical France, AEPJR	X		X
Pierre FILLET	TRAPIL		X	X
Maritxu PENEZ	Communauté de communes Caux vallée de Seine	X		X
Carlos RIJO-BUGHALO	Primagaz		X	X
Daniel SOYEZ	Lanxess Elastomères	X		X
Jérôme TROUDE	Cabot Carbone	X		X

Ordre du jour

- Présentation du contexte des zones grisées par Daniel MENARD,
- Définition d'une position commune.

Avant propos : la présente réunion est organisée à l'initiative de l'Association des Entreprises de Port-Jérôme et sa Région (AEPJR). Elle sera suivie d'une réunion avec la DREAL, le 26 septembre 2012. La prochaine réunion de Personnes et Organismes Associés (POA) du PPRT est programmée le 27 septembre 2012 (cartes d'aléas et études de trafic).

Présentation du contexte des zones grisées par Daniel MENARD

Il n'existe pas de définition réglementaire des zones grisées. Un consensus n'a pas été trouvé au niveau national, entre le ministère, les industriels, l'UFIP, l'UIC et AMARIS¹.

Avant guerre, de nombreux industriels ont acheté des terrains autour de leurs installations à un prix très intéressant en vue de s'étendre mais aussi afin de ne pas voir l'urbanisation s'approcher.

Ces zones grisées sont situées sur les terrains des Seveso seuil haut. Un règlement PPRT particulier s'y appliquera : seuls les Seveso pourront continuer de s'y développer, même en zone TF+. Il n'y a pas de règlement particulier pour les effets d'un Seveso sur un autre Seveso.

Une fois grisée, la zone peut difficilement être vendue à un tiers. Par contre, sur les terrains non grisés, le règlement PPRT s'appliquera ce qui limitera le développement des activités Seveso.

Il existe plusieurs définitions de la zone grisée, sans accord national :

- L'exploitation, c'est-à-dire tout ce qui est inclus dans l'arrêté d'exploitation (cas de la DREAL Haute Normandie)
- La clôture du site,
- L'emprise foncière.

¹ www.amaris-villes.org

En parallèle, un travail a été effectué sur les activités connexes² comme les sous traitant qui disposent d'un bâtiment dans une zone d'expropriation du PPRT. Ces personnels sont en journée sur les sites Seveso à l'origine de risques. C'est un personnel non sédentaire au même titre qu'un exploitant agricole dont les terres sont en zone à risques. L'administration a reconnu que ces personnes ne sont pas permanentes et n'ont donc pas besoin d'être expropriées.

La question devient complexe dès lors que l'on souhaite implanter une nouvelle activité pouvant se connecter avec l'entreprise à l'origine des risques. C'est le cas de projets de cogénération dont l'implantation est cohérente à proximité même des installations à risques. Ces nouvelles activités ne pourront pas s'implanter sur des zones grisées où seule l'entreprise Seveso peut s'implanter. Or, l'entreprise Seveso doit faire appel à un grand prestataire spécialisé pour ce type d'activité. On se retrouve donc à une incohérence où il est demandé aux entreprises de cogénération de se mettre loin des entreprises à l'origine des risques alors qu'elles seront interconnectées. Plusieurs entreprises présentes lors de la réunion indiquent être déjà face à cette situation.

Il est donc demandé aux industriels de définir leur zone grisée, au cas par cas, en tenant compte de leurs futurs projets. Un règlement de PPRT peut être revu mais il devra être rédigé selon la même procédure : concertation, enquête publique, ... ce qui le rendra très complexe à modifier pour n'installer qu'une petite unité.

A termes, les sites industriels se retrouveront « mités », avec :

- Des terrains où une activité ancienne s'est arrêtée mais où il est impossible d'installer une nouvelle unité,
- Des entreprises non condensées mais éparpillées sur le territoire.

Un blocage du développement économique serait possible par le PPRT malgré :

- Une zone industrielle bien organisée et concentrée,
- La présence des derniers terrains de Haute-Normandie pouvant accueillir des entreprises Seveso seuil haut.

La solution de tout griser n'est pas forcément la meilleure puisque seul l'opérateur historique pourra s'implanter. Il conviendrait de définir une zone spécifique (ou zone « arc en ciel ») où un règlement spécifique serait rédigé afin de permettre le développement économique.

Initialement, le PPRT devait résoudre des situations existantes difficiles (proximité des populations ...) tout en définissant les conditions d'implantation dans le futur.

Le PPRT n'a pas vocation à réglementer l'activité des entreprises Seveso déjà soumises à la législation française sur les installations classées. Le PPRT ne doit pas pénaliser l'activité industrielle française en se rajoutant à la réglementation européenne : la réglementation Seveso est européenne, le PPRT est français. Le PPRT doit gérer l'urbanisation au regard des établissements recevant du public et toute autre population.

Dans certaines zones, d'après le guide méthodologique³, la réglementation sur l'existant se fera selon le contexte local alors que les installations futures seront strictement interdites.

Définition d'une position commune

Il est proposé de réfléchir à l'usage des terrains : les conserver, les louer pour l'agriculture, les louer à une tierce personne ...

Chaque Seveso seuil haut doit réfléchir aux perspectives pour son site afin de les présenter à la DREAL.

Si le règlement présenté par les services de l'Etat ne tient pas compte d'une réglementation particulière des zones grisées, cela empêchera le développement futur des terrains industriels. Les entreprises s'opposeront à ce règlement. Elles devraient être soutenues par les collectivités locales.

ExxonMobil a fait une proposition de texte pour les zones « arc en ciel » à la DREAL.

Monsieur MENARD demande à chaque société présente à la réunion, de réfléchir à leurs grands projets à venir afin qu'ils soient présentés (de manière non nominative) lors de la réunion avec la DREAL le 26 septembre 2012.

Monsieur SOYEZ propose que la société Cofely, délégataire sur l'un de leurs futurs projets soit présente à la réunion avec la DREAL.

Madame PENEZ sensibilisera les élus sur cette problématique afin d'obtenir l'appui nécessaire des collectivités.

² http://www.spinfor.fr/IMG/pdf/Note_traitement_des_activites_economiques.pdf

³ http://www.spinfor.fr/IMG/pdf/Note_traitement_des_activites_economiques.pdf

Réunion Interfaces DREAL – AEPJR PPRT – Contraintes sur développement économique de la zone de Port Jerome

Présentation AEPJR

**Daniel Menard – Président
26 sept 2012**

PPRT – Réflexion AEPJR sur Zones grisées et Zones foncières SEVESO

- **Les zones grisées ne font pas l'objet d'une définition réglementaire.**
- En pratique, les zones grisées dans différents PPRT en France peuvent être très variables.
- Le GT Miroir national PPRT et la DGPR ont convenu qu'il n'était pas nécessaire de mieux définir les zones grisées puisque certains PPRT (simples) étaient déjà approuvées.
Accord de principe Industries-AMARIS-DGPR pour faire du cas par cas suivant le contexte local
- **La DREAL HN a initialement considéré les zones grisées suivant le périmètre des installations, sans considération des zones foncières des entreprises Seveso.**
- **La note de doctrine de Mai 2011 clarifie les contraintes pour les entreprises connexes existantes, MAIS limite aussi leur développement futur.**
- **Les guides PPRT et la réglementation n'ont pas pris en compte les spécificités des zones multi-exploitants (même problématique partout en France, aucun PPRT multi-exploitants approuvé à ce jour)**
- **CONSEQUENCES POUR L'INDUSTRIE et le DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**
 - Les zones grisées imposent que les futurs développements soient portés (exploités) par l'entreprise à l'origine du risque, exclusivement.
 - Les zones foncières non exploitées à ce jour et propriété d'un exploitant Seveso, ne pourront être utilisées que par l'industriel historique
 - Le tissu économique et industriel risque donc de se trouver figé dès la mise en application du PPRT multi-sites de Port Jerome

PPRT – Réflexion AEPJR sur Zones grisées et Zones foncières SEVESO

- Ces contraintes nouvelles, et exclusivement françaises, sont contraires à un développement économique et industriel harmonieux et viable :
 - La zone de Port Jerome dispose de terrain permettant d'y accueillir tous types d'entreprises industriels, y compris SEVESO
 - Implanter ses nouvelles industries sur des terrains non soumis à PPRT est contraire aux bons sens (augmentation des surfaces avec aléas, aberration schéma économique et écologique, compétitivité des entreprises)
 - Décote des valeurs foncières des terrains existants (voir terrain ex Petrochemicals)
- Le PPRT va définir des règlements pour longtemps sans tenir compte de l'avenir (contraire aux objectifs de la loi Bachelot).
- Certains projets à court terme se heurtent d'ores et déjà à des contraintes PPRT injustifiées et basées uniquement sur le fait qu'ils sont de nouveaux acteurs industriels.
- Les projets de grande ampleur (type Cogeneration) ne pourront pas voir le jour sur la zone Port Jerome car ils ne seront pas portés par l'un des acteurs historiques.
- Les exemples peuvent être nombreux de frein manifeste aux développements économiques à court, moyen et long terme, associé à la mise en place du PPRT. Et cela malgré les investissements réalisés ou consenties par les industriels pour la maîtrise du risque.

PPRT – Réflexion AEPJR sur Zones grisées et Zones foncières SEVESO

Ces commentaires ont été portés à plusieurs reprises à la DREAL au cours des études et travaux associés au PPRT.

Aucune solution satisfaisante n’a pour le moment été avancée pour résoudre ces problèmes de façon pérenne.

La problématique n’est pas exclusivement celle de Port Jerome mais de tous les PPRT multi-sites (de nombreuses régions sont confrontées aux mêmes commentaires)

Le risque est clair de pénaliser le développement industriel, sans justification associée à la maîtrise des risques ou de l’urbanisation.

Sans visibilité pour les industriels sur ces points, la mise en application effective d’un PPRT pourrait être significativement retardé du fait de ses désaccords.

Les attentes des industriels (SEVESO et autres) au sein de l’AEPJR sont d’aboutir à un texte de règlement de PPRT qui permettent de poursuivre et développer leurs activités de façon cohérente.

From: Menard, Daniel
Sent: 02 October 2012 09:27
To: VISTE Nathalie - DREAL H.Normandie/UTH (nathalie.viste@developpement-durable.gouv.fr); christophe.huart@developpement-durable.gouv.fr
Subject: Draft pour accord avant diffusion: Compte rendu Réunion Zones Grisées
Attachments: Réunion Interfaces DREAL – AEPJRv2.pptx

Presents :

DREAL – N.VISTE ; C.HUART

DDTM : C.DUREL; A.REVEL

Gravenchon : Y.GUEGADEN

Industriels : AEPJR (Lanxess, Cabot, Tereos BNP, Cofely, Air Liquide, EMCF, ERSAS)

La réunion est à l'initiative des exploitants, regroupées au sein de l'AEPJR, qui souhaitent aborder la problématique du développement industriel de la zone de la Port dans le cadre du règlement PPRT à venir. 2 questions font débat dans l'état actuel des connaissances.

- 1- Le règlement des zones grisées pour le développement futur ainsi que la définition des zones grisées à prendre en considération
- 2- Les terrains fonciers non encore exploités, propriété des industriels ou du GMPR, et qui se trouveraient avec des contraintes PPRT réduisant grandement tout développement industriel futur.

Le président de l'AEPJR remercie les représentants de l'état d'avoir répondu favorablement à l'invitation et présente les réflexions des industriels sur cette problématique (voir présentation ci jointe) et l'état d'avancement des groupes de travail PPRT nationaux.

La DREAL et DDTM répondent comprendre le questionnement des industriels et des collectivités tout en précisant que la réglementation PPRT est complexe, et que différents aménagements ont été développés depuis la circulaire 2007 (circulaire activités économiques 2011 par exemple).

L'ensemble des participants reconnaissent que le sujet est difficile (probablement à voir au cas par cas) et que jusqu'à présent l'ensemble des acteurs PPRT ont fait un travail très important d'études et de concertation locale pour bien appréhender la mise en place du PPRT. L'effort des industriels pour réduire les risques à la source et le travail conjoint industriels/DREAL/entreprises riveraines a permis de développer le PPRT de façon constructive et intelligente. Le président de l'AEPJR souhaite que cette concertation se poursuive pour lever les points bloquants du PPRT et qui pourraient mettre en péril le devenir ou le développement industriel de la zone de Port Jerome. Dans la mesure où ce problème n'est pas unique à Port Jerome, Daniel MENARD et Yves GUEGADEN qui participent aux réunions Instance PPRT et GT PPRT avec la DGPR proposent aussi de remonter ce sujet pour identifier les pistes de résolution au niveau national.

Afin de pouvoir rédiger un règlement PPRT de la zone de Port Jerome qui répondent au mieux aux besoins spécifiques des exploitants et des collectivités locales, les parties présentes s'accordent pour travailler ensemble les formulations possibles du dit règlement (rédaction étant à la charge de la DDTM), dans le cadre du dispositif réglementaire existant.

Il est donc convenu que la prochaine réunion sur ce thème ait lieu le 22 octobre 2012, à 9h30, dans les bureaux de la CVS.

Daniel MENARD
Sûreté, HSE et Risques
SSHE Manager



ExxonMobil France

Tel : + 33-2-32752351

Mob : + 33-6-74088715

From: Menard, Daniel
Sent: 03 October 2012 09:58
To: Penez Maritxu (m.capot@cauxseine.fr)
Subject: Diffusion CR Reunion DREAL-AEPJR-DDTM
Attachments: Réunion Interfaces DREAL – AEPJRv2.pptx

Merci de diffuser ce document à l'ensemble des participants (CR revue avec la DREAL et accord obtenu) avec la présentation attachée

La réunion est à l'initiative des exploitants, regroupées au sein de l'AEPJR, qui souhaitent aborder la problématique du développement industriel de la zone de la Port dans le cadre du règlement PPRT à venir. 2 questions font débat dans l'état actuel des connaissances.

- 1- Le règlement des zones grisées pour le développement futur ainsi que la définition des zones grisées à prendre en considération
- 2- Les terrains fonciers non encore exploités, propriété des industriels ou du GMPR, et qui se trouveraient avec des contraintes PPRT réduisant grandement tout développement industriel futur.

Le président de l'AEPJR remercie les représentants de l'état d'avoir répondu favorablement à l'invitation et présente les réflexions des industriels sur cette problématique (voir présentation ci jointe) et l'état d'avancement des groupes de travail PPRT nationaux.

La DREAL et DDTM répondent comprendre le questionnement des industriels et des collectivités tout en précisant que la réglementation PPRT est complexe, et que différents aménagements ont été développés depuis la circulaire 2007 (circulaire activités économiques 2011 par exemple).

L'ensemble des participants reconnaissent que le sujet est difficile (probablement à voir au cas par cas) et que jusqu'à présent l'ensemble des acteurs PPRT ont fait un travail très important d'études et de concertation locale pour bien appréhender la mise en place du PPRT. L'effort des industriels pour réduire les risques à la source et le travail conjoint industriels/DREAL/entreprises riveraines a permis de développer le PPRT de façon constructive et intelligente. Le président de l'AEPJR souhaite que cette concertation se poursuive pour lever les points bloquants du PPRT et qui pourraient mettre en péril le devenir ou le développement industriel de la zone de Port Jerome.

Dans la mesure où ce problème n'est pas unique à Port Jerome, Daniel MENARD et Yves GUEGADEN qui participent aux réunions Instance PPRT et GT PPRT avec la DGPR proposent aussi de remonter ce sujet pour identifier les pistes de résolution au niveau national.

La DREAL rappelle que l'objectif premier du PPRT est de protéger les personnes, et que l'un des moyens est de limiter le nombre de personnes exposées aux risques.

Le président de l'AEPJR précise que nous sommes bien alignés sur la protection des personnes mais rappelle aussi que le PPRT n'a pas vocation à entraver le développement économique et industriel, puisqu'il s'agit d'un outil de maîtrise de l'urbanisation, pas d'une 2^{ème} réglementation qui se rajoute à celle des ICPE.

Afin de pouvoir rédiger un règlement PPRT de la zone de Port Jerome qui répondent au mieux aux besoins spécifiques des exploitants et des collectivités locales, les parties présentes s'accordent pour travailler ensemble les formulations possibles du dit règlement (rédaction étant suivant les textes réglementaires à la charge de la DDTM). La DREAL rappelle que les services de l'état ne peuvent s'écarter de la doctrine, le contexte réglementaire actuel étant assez clair et ne permettant que des développements limités des activités. Ils acceptent cependant de participer au groupe de travail, dont le résultat pourra être soumis à l'avis du Préfet.

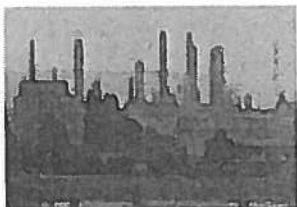
Il est donc convenu que la prochaine réunion sur ce thème ait lieu le 22 octobre 2012, à 9h30, dans les bureaux de la CVS.

Nota : afin de rendre cette réunion efficace, il est souhaitable que les participants préparent au préalable des formulations d'écriture du règlement dont nous pourrions ainsi débattre. La DDTM devra apporter ces premières pistes de rédactions sur ces sujets.

Daniel MENARD
Directeur Sureté, HSE et Risques
SSHE Manager



ExxonMobil France
Tel : + 33-2-32752351
Mob : + 33-6-74088715



ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE PORT-JEROME ET SA REGION

Compte Rendu Assemblée Générale Ordinaire Vendredi 12 octobre 2012

Le vendredi 12 octobre 2012, la séance de l'Assemblée Générale Ordinaire a été déclarée ouverte à 14h10 sous la présidence de Monsieur Daniel MENARD, Président de l'association, à la Maison de l'Intercommunalité à Lillebonne.

Etaient présents :

Société membre	Prénom	Nom
DE RIJKE NORMANDIE	Gaël	CARRE
EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE	Daniel	MENARD
LANXESS ELASTOMERES	Daniel	SOYEZ
LAVAQUEST	Richard	BACHELET
OREADE	Gwenaël	MAHIEUX
TEREOS BENP	Guillaume	CEUGNIET
TEREOS BENP	Nicolas	LEMAIRE
TRAPIL	Richard	MICHEL

Invité	Prénom	Nom
COMMUNAUTE DE COMMUNES CAUX VALLEE DE SEINE	Rachel	CARDON DRIEU
COMMUNAUTE DE COMMUNES CAUX VALLEE DE SEINE	Joël	CLEMENT
COMMUNAUTE DE COMMUNES CAUX VALLEE DE SEINE	Maritxu	PENEZ
COMMUNAUTE DE COMMUNES CAUX VALLEE DE SEINE	Pascal	SEYER

Etaient excusés :

Stéphane PISCH (Communauté de communes Caux vallée de Seine), Patrick LEVESQUE (Delisle), Markus LINKE (Lanxess Elastomères), Marie-Gabrielle MASSON (Lavaouest, Sonotri),

Ordre du jour

Approbation du compte rendu de l'Assemblée Générale du 16 mars 2012

1) Relations entreprises et administrations

2) Risques technologiques

- Sirènes PPI :
 - Audibilité : retour sur les derniers essais mensuels
 - Nouveau réseau : état d'avancement
- CLIC du 25 juin 2012
- PPRT
 - Réunion des personnes et organismes associés du 27 septembre 2012
 - Zones grisées
- Réglementation Seveso 3

3) Qualité de l'air

- Evaluation des Risques Sanitaires - Réunion publique du 19 juin 2012
- Plan de Protection de l'Atmosphère
- Odeurs : bilan des plaintes de l'été 2012

4) Questions diverses

- CISST : état d'avancement
- Recommandations sur l'usage de l'eau du robinet dans le secteur de Bolbec - Gruchet le Valasse et alentours
- Eau industrielle
- Présence de pigeons sur Port-Jérôme

Glossaire

CISST	Comités Interentreprises de Santé et de Sécurité au Travail
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CLIC	Comité Local d'Information et de Concertation
DDTM	Direction Départementale des Territoires et de la Mer
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques

Le compte rendu de l'assemblée générale 16 mars 2012 est consigné dans le registre, signé et paraphé par les membres présents lors de cette réunion.

1) RELATIONS ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS

En dehors des inspections traditionnelles, les entreprises Seveso seuil haut renégocient actuellement leur arrêté préfectoral d'exploitation dans le cadre du PPRT. En région, l'Etat souhaite ajouter des notions de sismicité alors que le point n'est pas dans l'arrêté ministériel.

2) RISQUES TECHNOLOGIQUES

- **Sirènes PPI**

- **Audibilité : retour sur les derniers essais mensuels**

Le tableau d'audibilité des sirènes est joint au dossier des participants.

- **Nouveau réseau : état d'avancement**

Le nouvel appel d'offres devrait être déposé prochainement. Malgré la prolongation des délais, il est rappelé aux sociétés qu'il convient de ne pas enlever la ligne allouée au budget sirènes pour l'année 2013 car les travaux de construction devraient être programmés l'an prochain.

Il est rappelé que la répartition entre les entreprises est réalisée par péréquation des cartes des périmètres de dangers (en m²), périmètres inclus dans le PPI.

- **CLIC du 25 juin 2012**

L'ordre du jour du dernier comité est joint au dossier des participants.

La prochaine réunion du CLIC de Port-Jérôme se tiendra le lundi 26 novembre 2012. ExxonMobil y présentera entre autre les résultats de l'enquête de perception menée pour l'année 2012.

Daniel MENARD indique qu'il est intéressant de présenter des événements particuliers. Il donne l'exemple de la gestion des situations de grand froid sur de longues périodes de l'hiver 2011-2012 par ExxonMobil.

- **PPRT**

- **Réunion des personnes et organismes associés du 27 septembre 2012**

La réunion d'association du PPRT s'est tenue en présence du Sous Préfet du Havre, des élus, des industriels, de représentant de la population et des services de l'Etat.

L'ensemble des entreprises Seveso seuil haut, génératrices de risques, a revu avec la DREAL les phénomènes dangereux. La présentation de la DREAL a porté sur la gestion des risques avec la mise en valeur du travail des industriels : les nouvelles zones d'aléas sont moins importantes que les précédentes. Un nouveau porter à connaissance devrait donc être réalisé par les services de l'Etat.

Les travaux entrent dans une phase active. Aucune habitation n'est concernée ou à la marge : aucune ne devrait avoir à renforcer son bâti, à moins que les personnes et organismes associés ne décident d'être plus contraignant que la réglementation.

La réunion s'est déroulée dans un très bon climat : le site industriel de Port-Jérôme est reconnu comme étant mature, avec une bonne entente de l'ensemble des intervenants.

Des travaux portent également sur les infrastructures de transport. Ainsi la DDTM étudie la possibilité de dévier les transports exceptionnels de leur voie actuelle afin qu'ils n'empruntent plus la RD 110. La voie alternative est cependant concernée par plusieurs ouvrages d'art dont des installations ferroviaires. L'évaluation financière du renforcement de ces ouvrages est en cours d'étude.

- **Zones grisées**

A la demande de l'AEPJR, les industriels concernés se sont réunis en présence de la DREAL, la DDTM, la Communauté de communes et la ville de Notre Dame de Gravenchon.

Lors de l'élaboration du PPRT, les travaux des services de l'Etat ont mis en évidence des spécificités du site industriel : une multiplicité d'entreprises Seveso seuil haut qui génèrent des interférences d'un site à l'autre, et des terrains non exploités qui créent des zones inoccupées, qualifiées de zones grisées. La circulaire de 2007 bloque aujourd'hui tout développement économique de ces terrains car elle ne répond pas aux sites industriels actuels.

Les industriels de Port-Jérôme se sont concertés pour définir une position commune, présentée à la DREAL. La problématique est comprise par l'administration, mais bloquée par la circulaire.

Une bonne concertation a débuté entre les services de l'Etat et les industriels afin de rédiger un projet de règlement qui ne mette pas en cause le développement industriel futur. L'objectif est également de poursuivre le développement des sites industriels Seveso sans consommer des terrains mais en conservant un développement condensé et cohérent. En parallèle de ce travail local, le ministère concerné, l'UFIP, l'UIC et AMARIS travaille conjointement sur la question. La prochaine réunion pour le site de Port-Jérôme est le 22 octobre 2012. Daniel MENARD attend des industriels qu'ils fassent part de leurs projets futurs.

- **Réglementation Seveso 3**

Les sociétés sont soumises par arrêté préfectoral à modifier les phrases de Risques R - H (Hazard) en appliquant la nouvelle nomenclature CLP¹.

La directive Seveso 3 a été votée en juillet 2012. L'Etat doit à présent la transcrire en droit français. Ce faisant, il peut être plus contraignant. La question de la compétitivité des sociétés européennes se pose alors du fait des distorsions d'application entre les différents pays européens.

Lors de la commission risques du SPPPI, une présentation de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 a été réalisée. Il s'agit d'une présentation générique. Il convient de se rapporter au texte de loi afin de disposer d'informations précises et correctes.

Avant fin 2012, les industriels doivent faire connaître le choix sur leur mode de gestion des incidents internes. Certains souhaitent rester autonome : ils doivent faire une simple information de la DREAL. Ils doivent alors respecter d'importantes contraintes notamment, sur le taux d'émulseur, deux fois plus important que les demandes du SDIS. D'autres entreprises ne souhaitent pas être autonomes et demandent l'appui du SDIS. Elles doivent alors transmettre au SDIS un dossier complet indiquant les facilités en place. Le SDIS a ensuite un an pour indiquer s'il a la possibilité ou non d'assurer la défense incendie.

Les entreprises rencontrent des difficultés sur le calcul des volumes d'émulseurs. Des réunions régionales ont été réalisées sans apporter plus d'aide. Le guide « émulseur » est en cours de modification par le GESIP. Daniel MENARD transmettra aux industriels intéressés des éléments d'informations sur le sujet.

Le sujet pourra être partagé lors de la prochaine assemblée.

3) QUALITE DE L'AIR

- **Evaluation des Risques Sanitaires - Réunion publique du 19 juin 2012**

Les derniers articles de presse parus depuis le début 2012 ont été joints au dossier des participants.

Plusieurs demandes ont été formulées par des organismes extérieurs afin de disposer de la totalité de l'étude. Il s'agit essentiellement d'associations de protection de l'environnement ou des laboratoires d'études.

- **Plan de Protection de l'Atmosphère**

La PPA est une obligation réglementaire pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants ou les sites industriels ayant des dépassements de certains seuils. En 2005, 3 PPA ont été élaborés en Haute Normandie. Depuis, l'ensemble du site industriel de Port-Jérôme reste en dessous des seuils réglementaires. Cependant, industriels et élus locaux ont proposé de disposer d'un plan propre à Port-Jérôme afin de rester actif dans ce domaine.

Les services de l'Etat s'orientent néanmoins vers la réalisation d'un document unique pour l'ensemble de la région afin d'y intégrer notamment des domaines exclus jusqu'à présent comme l'agriculture ou le chauffage urbain.

Il convient néanmoins dans ce futur plan, de ne pas appliquer les mêmes objectifs de diminution partout en région sans tenir compte des actions déjà réalisées par les industriels de Port-Jérôme en matière de qualité de l'air.

Cette approche régionale est intéressante afin d'avoir une nouvelle vision en intégrant de nouvelles activités. Mais ce projet de regroupement ne permet pas de valoriser les efforts effectués.

- **Odeurs : bilan des plaintes de l'été 2012**

Maritxu PENEZ rappelle qu'il est possible de déposer un témoignage sur le site internet d'Air Normand (www.air-com.asso.fr) rubrique « Vous êtes témoin d'une pollution ».

Un tableau des « plaintes » enregistrées par Air Normand est indiqué dans le dossier. Ce tableau a été réalisé par Air Normand à la demande de Maritxu PENEZ dans le cadre de l'AEPJR. Toute personne qui ne fait la demande ne peut l'obtenir de la sorte.

Nicolas LEMAIRE souligne que sa société est particulièrement mentionnée dans ce tableau. Après de nombreuses plaintes cet été, Tereos BENP a fait des investigations et a trouvé une fuite sur un sécheur de drèches. Des travaux sont en cours afin de résoudre ce problème dont l'odeur n'était pas perceptible sur place mais bien plus loin.

¹ Classification, Labelling, Packaging ou classification, étiquetage, emballage

Daniel MENARD indique que ce type d'action pourrait être présenté en CLIC. Néanmoins, Nicolas LEMAIRE précise qu'aucune communication n'a été faite sur cette question.

Pour les odeurs provenant du groupe ExxonMobil, Daniel MENARD indique qu'il s'agit d'informer le superintendant.

4) QUESTIONS DIVERSES

- ***CISST : état d'avancement***

Il s'agit d'un comité interentreprise des CHSCT des entreprises Seveso seuil haut du site industriel de Port-Jérôme. Ce comité n'a pas de pouvoir d'intervention. Les membres y participent sur la base du volontariat. Les salariés qui y participent n'ont pas de volume horaire supplémentaire alloué à ce comité.

Deux groupes de travail ont été constitués :

- Un GT transport qui traite de questions de signalétique du site industriel, de langue, de protocole d'accueil et de parkage non habilité.
- Un GT sous-traitance qui porte principalement sur la prévention des risques professionnels.

Monsieur CORO, représentant la DIRECCTE, a demandé aux entreprises Seveso seuil haut l'ensemble de leurs fiches de données sécurités. Compte tenu du grand nombre de fiches, plusieurs sociétés n'ont pas fourni les éléments demandés.

- ***Eau industrielle***

Le bureau de l'AEPJR a sollicité la direction de la CVS en charge de l'eau industrielle afin de disposer d'informations sur la qualité de l'eau et la grille tarifaire.

Une réunion va être organisée entre Daniel MENARD et Anthony VERVAEKE, directeur du pôle Environnement et aménagement de la CVS.

Nicolas LEMAIRE souligne par ailleurs d'importantes baisses de pression d'eau industrielle très régulières, en soirée, le week end ou le vendredi matin. Ces baisses sont telles que Tereos BENP construit actuellement un bassin tampon afin d'y palier.

Ces mêmes chutes de pressions sont observées par Gaël CARRE pour la société De Rijke qui ne peut laver ses silos, lors de ces périodes, par manque de pression.

Gwenaël MAHIEUX note également une importante fuite d'eau industrielle devant l'usine Ecostu'Air. L'entreprise Véolia a été informée et des terrassements devraient avoir lieu.

Maritxu PENEZ informera Anthony VERVAEKE de l'ensemble de ces points.

- ***Recommandations sur l'usage de l'eau du robinet dans le secteur de Bolbec - Gruchet le Valasse et alentours***

Une importante pollution de l'eau potable a été détectée dans la vallée du Commerce sur plusieurs communes autour de Bolbec et Gruchet le Valasse en juillet 2012. Des éléments d'information à l'attention de la population générale sont indiqués dans le dossier des participants.

Des travaux sont en cours afin d'emmener de l'eau provenant d'autres nappes, comme l'eau issue de l'usine d'eau de Radicatel et appartenant à la CODAH.

Joël CLEMENT ajoute que d'autres pistes d'approvisionnement sont recherchées : nouveaux forages, traitement de l'eau polluée sur charbon actif avant stockage en château d'eau ...

- ***Présence de pigeons sur Port-Jérôme***

Daniel MENARD indique que le CHSCT ExxonMobil Lillebonne a signalé la présence importante de pigeons qui trouvent leur nourriture auprès de l'entreprise Senalia et le gîte chez ExxonMobil. Ceci crée des nuisances importantes liées à la présence de fientes. La société d'effarouchage des étourneaux a souligné une recrudescence des colonies de pigeons.

~~~~~

*Prochaine réunion de l'AEPJR*

***Vendredi 14 décembre 2012, 10h - Maison de l'Intercommunalité à Lillebonne***

~~~~~

ANNEXE 2

Menard, Daniel

From: Menard, Daniel
Sent: 18 December 2012 17:28
To: Penez Maritxu; (mairie-yguedaden@notre-dame-de-gravenchon.fr); arnaud.revel@seine-maritime.gouv.fr; arouseau@primagaz.fr; Bureau, Mr. N. (Nicolas); Christophe HUART (christophe.huart@developpement-durable.gouv.fr); daniel.soyez@lanxess.com; David LEGROS (hpj@rouen.port.fr); DUREL Christian - DDE 76/STH/MER; Etienne MANGOT; Grégory FERRAND ('gregory.ferrand@cofely-gdfsuez.com'); guillaume.ceugniet@tereos.com; Jean-Michel SAGOT (jean-michel.sagot@airliquide.com); julien.lacogne@developpement-durable.gouv.fr; Nathalie VISTE (nathalie.viste@developpement-durable.gouv.fr); NGUYEN VAN, Nicolas; Nhu Tran (Nhu_Tran@cabot-corp.com); Nicolas LEMAIRE (nicolas.lemaire@tereos.com); rmichel /EXT; Grégoire MACE (gregoire.mace@seine-maritime.gouv.fr)
Cc: Cardon Rachel
Subject: RE: PPRT zones grisées - réunion du 17/12/2012
Attachments: avant projet de reglement - zone rouge foncé -17 Dec 2012.docx; avant projet de règlement - zones grisées(version finale) post meeting 17 Dec.doc

Vous trouverez attachés les fichiers mis à jour pour les versions zones grisées et zones rouge foncé, qui sont des versions abouties.

J'ai passé donc ces documents en version CONFIDENTIEL-DIFFUSION RESTREINTE.

Comme discuté avec vous et avec votre accord, je vais diffuser le resultat de nos travaux au travers du GT Miroir PPRT, ou siegent d'autres industriels. Afin d'avoir leur retour d'avis dans les meilleurs délais.

Dès lors que nous pouvons avoir 2 options pour la position du « curseur » pour les zones F+ en case <5 E ; je vais rediger la partie rouge claire dans les prochains jours. Je vais solliciter l'avis des autres industriels sur le sujet.

Daniel MENARD
Sureté, HSE et Risques
SSHE Manager



ExxonMobil France
Tel : + 33-2-32752351
Mob : + 33-6-74088715

From: Penez Maritxu [<mailto:m.capot@cauxseine.fr>]
Sent: 04 December 2012 13:50
To: (mairie-yguedaden@notre-dame-de-gravenchon.fr); arnaud.revel@seine-maritime.gouv.fr; arouseau@primagaz.fr; Bureau, Mr. N. (Nicolas); Christophe HUART (christophe.huart@developpement-durable.gouv.fr); Menard, Daniel; daniel.soyez@lanxess.com; David LEGROS (hpj@rouen.port.fr); DUREL Christian - DDE 76/STH/MER; Etienne MANGOT; Grégory FERRAND ('gregory.ferrand@cofely-gdfsuez.com'); guillaume.ceugniet@tereos.com; Jean-Michel SAGOT (jean-michel.sagot@airliquide.com); julien.lacogne@developpement-durable.gouv.fr; Nathalie VISTE (nathalie.viste@developpement-durable.gouv.fr); NGUYEN VAN, Nicolas; Nhu Tran (Nhu_Tran@cabot-corp.com); Nicolas LEMAIRE (nicolas.lemaire@tereos.com); rmichel /EXT; mickael.bentley@developpement-durable.gouv.fr; Grégoire MACE (gregoire.mace@seine-maritime.gouv.fr)
Cc: Cardon Rachel
Subject: RE: PPRT zones grisées - réunion du 17/12/2012

Bonjour,

La prochaine réunion relative aux zones grisées du PPRT de Port-Jérôme aura lieu le :

Mercredi 17 décembre 2012
à 14h
Maison de l'intercommunalité – Lillebonne

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information,

Salutations respectueuses,

Maritxu PENEZ
Pôle Sécurité publique - Environnement industriel
Tel. : 02 32 84 64 52



Communauté de communes Caux vallée de Seine

Maison de l'intercommunalité
Allée de Catillon • BP 20062
76170 Lillebonne

Tél. : 02 32 84 40 40
Fax : 02 32 84 40 41

Nos gestes sont importants.
N'imprimez que si nécessaire !



Extrait GT du 22 octobre 2012

PPRT de Port Jérôme

Avant projet partiel de règlement

(établi sur la base des guides techniques
et des doctrines en vigueur à ce jour)

(Document de travail)

Chapitre I : Dispositions applicables en zone grisée « G »

Définition :

La zone grisée correspond globalement à l'emprise spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine du risque technologique.

Elle est définie avec l'exploitant en fonction de ses activités et de ses éventuels projets.

Elle peut être arrêtée, suivant les cas :

- Aux limites physiques des installations générant le risque
- A la clôture ceinturant les installations
- A l'emprise foncière des installations
- **A l'emprise foncière de la propriété de l'exploitant**
- Aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

Comment [Menard, D1]: Si l'exploitant le souhaite il peut vouloir couvrir son terrain en zones grisées

Elle est définie au stade du plan de zonage brut et peut évoluer au cours de l'élaboration du PPRT.

Elle correspond à une zone spécifique d'interdiction stricte de tout bâtiment, activité ou usage non liés aux **activités installations** de l'exploitant à l'origine du risque technologique.

Article I – Dispositions régissant les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants

Article I-1 : Règles d'urbanisme

Article I-1-1 : Interdictions

Tous les projets nouveaux et les projets sur les biens et activités existants sont interdits à l'exception de ceux autorisés à l'article I-1-2.

Article I-1-2 : Autorisations sous conditions

Sont autorisés tous les projets d'aménagements, d'ouvrages, de constructions ou d'extension, ne nécessitant pas la présence régulière de personnes.

Sont autorisés les constructions ou installations pour les activités sans fréquentation permanente comme celles liées aux stockages, aux services publics ou d'intérêt général;

Sont autorisés tous les projets d'aménagements, d'ouvrages, de constructions ou d'extensions en lien **avec les activités** ~~liés aux installations~~ à l'origine du risque, à l'exception des lieux de sommeil, et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre ~~limité~~ de personnes strictement nécessaires à l'activité.

Comment [Menard, D2]: Le PPRT pas vocation à intervenir dès lors qu'il n'y a pas de personnes en jeu ; règles générales ou ICPE s'appliquent

Comment [Menard, D3]: Activité plus large qu'installation

Sont autorisés les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et indispensables au respect de la réglementation des activités existantes ~~à la date d'approbation du PPRT, à condition qu'elles n'aient pas un effet aggravant sur le risque~~ et qu'elles n'entraînent pas une augmentation significative de la capacité d'accueil et de la vulnérabilité des personnes exposées ; Les nouvelles constructions ou installations sont soumises aux mêmes exigences

PPRT de Port Jérôme

Avant projet partiel de règlement

(établi sur la base des guides techniques
et des doctrines en vigueur à ce jour)

(Document de travail)

Chapitre I : Dispositions applicables en zone grisée « G »

Définition :

La zone grisée correspond globalement à l'emprise spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine du risque technologique.

Elle est définie avec l'exploitant en fonction de ses activités et de ses éventuels projets.

Elle peut être arrêtée, suivant les cas :

- Aux limites physiques des installations générant le risque
- A la clôture ceinturant les installations
- A l'emprise foncière des installations
- A l'emprise foncière de la propriété de l'exploitant
- Aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter

Elle est définie au stade du plan de zonage brut et peut évoluer au cours de l'élaboration du PPRT.

Elle correspond à une zone spécifique d'interdiction stricte (sauf exceptions prévues) de tout bâtiment, activité ou usage qui ne seraient pas en lien avec les activités des exploitants à l'origine des risques technologiques.

Article I – Dispositions régissant les projets nouveaux

Article I-1 : Règles d'urbanisme

Article I-1-1 : Interdictions

Tous les projets nouveaux sont interdits à l'exception de :

- ceux portés par l'entreprise à l'origine des risques dans la zone grisée considérée
- ceux portés par des tiers et autorisés à l'article I-1-2, sous conditions des articles I-2, I-3

Article I-1-2 : Autorisations sous conditions

Sont autorisés sous respect des règles de construction définies à l'article I-2 ci dessous :

- tous les projets d'aménagements, d'ouvrages ou de constructions pour les activités ne nécessitant pas une fréquentation permanente de personnes pour leur fonctionnement, y compris ceux concernant les équipements d'intérêt général ou les services publics ;
- tous les projets d'aménagements, d'ouvrages, ou de constructions pour les activités en lien avec les activités à l'origine des risques, à l'exception des lieux de sommeil, et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre de personnes strictement nécessaires à l'activité ;
- toutes les constructions et installations nécessaires au fonctionnement et/ou indispensables au respect de la réglementation des activités existantes dans cette zone, à condition qu'elles n'accueillent qu'un nombre de personnes strictement nécessaires à l'activité sans augmentation de la vulnérabilité des personnes exposées ;

Comment [Menard, D1]: Si l'exploitant le souhaite il peut vouloir couvrir son terrain en zones grisées

Comment [Menard, D2]: Il peut y avoir plusieurs exploitants à l'origine du risque. Revu avec N.Viste. DDTM a proposé « établissement » mais trop restrictif par rapport à l'objectif.

Comment [Menard, D3]: Le site SEVESO à d'origine peut bien sur développer sa propre activité.

Comment [Menard, D4]: Presence permanente à préciser dans glossaire car ne doit pas être un % du temps du travail legal mais un % du temps de fonctionnement de l'installation.

Comment [Menard, D5]: Demande faite par DDTM

Comment [Menard, D6]: Activité e plus large qu'installation ; de + le risque peut être généré sur le site A et l'implantation sur le site B, tous deux Seveso seuil haut. Etablissement se refer à l'Autorisation d'exploiter

Comment [Menard, D7]: Cela doit être vrai à tout moment et pas seulement la date d'approbation. Tout changement genere un risque, interdire le risque voudrait dire interdire le changement, alors qu'il faut parler de maîtrise du risque.

ANNEXE 3



Lanxess Elastomères
Monsieur Markus LINKE

ZI de Port-Jérôme
 B.P.800 41
 76170 LILLEBONNE

NIRéf. : MXP/RCD 13-008

Affaire suivie par Maritxu PENEZ
 Tél. : 02.32.84.64.50
 Fax : 02.32.84.40.41
 m.penez@cauxseine.fr

A Lillebonne, le 14 juin 2013

Objet : PPRT de Port-Jérôme - zones grisées

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Prévention des risques Technologiques (PPRT) de Port-Jérôme, chaque société Seveso seuil haut doit définir sa zone grisée. La zone grisée correspond globalement à l'emprise spatiale de l'entreprise industrielle à l'origine du risque technologique. Elle est définie par l'exploitant en fonction de ses activités et de ses éventuels projets.

Elle peut être arrêtée, suivant les cas :

- Aux limites physiques des installations générant le risque,
- A la clôture ceinturant les installations,
- A l'emprise foncière des installations,
- A l'emprise foncière de la propriété de l'exploitant,
- Aux limites prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

Vous trouverez ci-joint, le projet de zonage pour votre société, proposé par le groupe de travail PPRT de Port-Jérôme. Il correspond aux limites des établissements.

Le futur règlement PPRT est spécifique pour les zones grisées. Si vous le souhaitez, une réunion peut être organisée afin de vous aider à faire vos choix stratégiques (qui relèvent du chef d'établissement).

Ma collaboratrice, Madame Maritxu PENEZ, reste à votre entière disposition pour tout complément d'information.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président

Daniel MENARD

PJ : Carte du projet de zone grisée, carte de l'emprise foncière
 Liste de diffusion : Cabot Carbone, EMCF, ERSF, Lanxess Elastomères, Primagaz, Tereos BENP / Sodes.

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE PORT-JEROME ET SA REGION

✉ Maison de l'Intercommunalité, Allée du Catillon - 76170 LILLEBONNE

☎ 02 32 84 40.00 - 📠 02 32 84 40.01

ANNEXE 4



GT PPRT PJ

-

Orientations retenues pour
la stratégie en zones grisée
et rouge R

-

Présentation à la DGPR
le 19 Mars 2013

AGENDA

Présentation du contexte de la zone

Objectifs du groupe de travail

Méthodologie employée

Résultats principaux :

- Zones Grisée et Rouge

- Activités en lien et à enjeux

- Dispositions constructives

- Dispositions organisationnelles

Présentation de l'AEPJR - Plan Communication d'Urgence

Complexité du zonage réglementaire

Echéancier de déroulement PPRT

PPRT Port-Jérôme



- **CONTEXTE DE PORT-JEROME**

- Forte culture locale de concertation et de travail collectif entre les industriels, les collectivités territoriales, les services de l'Etat.
- Travail consolidé entre les entreprises et la DREAL dans l'élaboration du PPRT, revue des phénomènes dangereux et réduction des risques à la source (finalisé en septembre 2012)
- Climat industriels / communautés toujours constructif qui se traduit au travers des CLIC, CISST et autres manifestations communes autour de la Sécurité.
- Une association d'industriels (AEPJR), en place depuis longtemps, reconnue dans les domaines SSHE aussi bien par les communautés, les entreprises que par les autorités.
- Un adjoint au maire, en charge des Risques Majeurs, qui est vice-président d'AMARIS et membre du CSPRT.
- Des industriels de grande taille qui participent activement au GT Miroir PPRT national UFIP et UIC (ExxonMobil, Lanxess, Air Liquide, Primagaz, Trapil).
- Une volonté affichée par tous de répondre aux objectifs du PPRT tout en assurant et en développant l'activité économique industrielle (vivier principal d'emplois et de revenus pour les communautés).

- **Pilotage du GT : AEPJR et Communauté de Communes**

- DREAL, DDTM : membres du GT pour assurer la cohérence, ainsi que l'expertise technique (CETE) et réglementaire
- GPMR pour les aspects portuaires et fonciers (AOT)

• **OBJECTIFS RECHERCHES**

- Répondre à la problématique d'un PPRT multi-sites (complexité du zonage) sur une plateforme industrielle de 4000 ha employant plus de 6000 personnes.
- Assurer la cohérence du règlement de PPRT pour ne pas nuire inutilement à l'économie de la région, aussi bien aujourd'hui que demain. La zone dispose de domaines fonciers importants et une culture d'accueil des entreprises Seveso.
- Assurer les objectifs de sécurité et de protections des personnes.
- Assurer que sa mise en place sera applicable par les services instructeurs et utilisable par les grands donneurs d'ordres qui souhaitent investir.
- Trouver des solutions pragmatiques et durables pour éviter toute révision ou remise en cause du PPRT de Port-Jérôme (exercice long et coûteux pour tous).
- S'appuyer sur les exemples récents, ou futurs, qui pourraient ne pas voir le jour à cause d'un PPRT trop strict :
 - Projet Cofely chez Cabot : intégration énergétique (zone G)
 - Projet CryoCap chez Air Liquide : captation et valorisation CO2 (zone R)
 - Projet Extension usine H2 Air Liquide (zone R)
 - Projet Cogénération sur le site : appel à proposition du gouvernement mais impossibilité avec PPRT et structure portée par un tiers. (zone G)
 - Projet de développement de trafic maritime sur appointements Seine (zone G et R)
- Nécessité impérieuse d'identifier des nouvelles voies pour réussir la mise en place du règlement PPRT de Port-Jérôme.

• **METHODOLOGIE EMPLOYEE**

- Participation : Association des industriels-AEPJR, Communauté de Communes – CVS, AMARIS, Port de Rouen. Avec support DREAL, DDTM, CETE.
- Réunion hebdomadaire à partir octobre 2012.
- Travail directement sur le projet de règlement envisagé par la DDTM.
- Identification des problèmes de définition des zones grisées et des options réduites d'activités dans les zones grisées et Rouges.
- Travail sur les cas concrets de projets que l'on souhaite pouvoir aboutir dans le futur sans frein associé au PPRT.
- Recherche d'assouplissement des règles d'autorisation tout en assurant les objectifs de protection des personnes visés par la réglementation PPRT.
- Le GT s'est donc attaché à :
 - Définir les activités que la zone Port-Jérôme voudrait recevoir dans le futur (et celles qui seraient exclues) sur les zones grisées et rouges
 - Définir les moyens de protection des personnes (dispositions constructives et/ou organisationnelles)
 - S'appuyer sur le contexte local Industrie/Communes et son expérience démontrée en gestion Risques et Plan d'urgence.
- Ne pas surenchérir avec le règlement PPRT qui doit rester un règlement d'urbanisme, les activités industrielles étant déjà couvertes par ailleurs par de multiples réglementations (code du travail, ICPE, Seveso, etc).

Propositions

RESULTATS PRINCIPAUX

- Définition des activités «en lien» (technique, industriel, financier) ou à enjeux, pouvant être autorisées en zones grisées et rouges.
- Définition des règles pour pouvoir intégrer un site SEVESO sans conditions de lien sur la plateforme, mais ayant une même culture de la gestion des risques. On parle ici d'activités similaires avec celles existantes.

L'objectif recherché est d'assurer son implantation tout en évitant de créer des surfaces foncières en Rouge dans un autre lieu, et de surcroît sans expérience de la gestion des risques.

- Définition des mesures constructives pour les zones grisées et rouges pour les projets portés par des tiers (nouveaux ou extension)
- Définition de mesures organisationnelles pour la protection des personnes, en s'appuyant sur l'expérience des Plans de communication d'urgence développés par l'AEPJR et déjà en place sur la plateforme Port-Jérôme.

Activités autorisées

Zones grisées

PROPOSITION : (base de départ : note doctrine mai 2011)

Les activités économiques à enjeux pour la zone industrielle ou activités en lien avec les établissements à l'origine des risques peuvent être déclinées comme présentant un lien consistant en tout ou partie des cas suivants :

- flux de matières (matières premières, sous-produits, produits finis, etc.) ou d'énergie dont les origines et/ou destinations ne peuvent pas être implantées ailleurs, déplacées ou éloignées pour des raisons de sécurité ou de viabilité des procédés des établissements à l'origine des risques ;
- activités économiques destinées à la production de matières premières ou matières de procédés (catalyseurs par exemple) des établissements à l'origine des risques



recherche de lien étroit entre les activités existantes et à l'origine des risques

- utilisation commune d'utilités implantées sur le site des activités et permettant d'assurer ou renforcer la pérennité économique des activités ;
- activités économiques destinées à la production d'utilités utilisées par les établissements à l'origine des risques ;



recherche de mise en commun d'utilités renforçant la pérennité économique

- justification technique, industrielle ou financière pour la nouvelle activité ou pour les établissements à l'origine des risques.



élargissement de la notion de lien à des motifs justifiables d'ordre technique, industriel ou financier

Activités autorisées Zones Rouges

Les mêmes que celles en zones grisées avec en supplément :

- tous les projets d'aménagements, d'ouvrages, ou de constructions d'activités de nature industrielle et similaire aux activités existantes des zones rouge foncé et grisées en dehors des activités faisant l'objet de mesures foncières exigées par le PPRT, à l'exception des lieux de sommeil, et sous réserve qu'ils n'accueillent qu'un nombre de personnes strictement nécessaires à l'activité.

→ *pour être économe en foncier non touché par des contraintes de risques industriels (ce foncier peut être utilement préservé pour d'autres activités)*

→ *pour s'appuyer sur l'expérience et sur la culture de la gestion des risques industriels et la sécurité des personnes et des biens de la plateforme*

Mesures constructives

Bâti s futurs

En zone grisée : en prenant en compte les phénomènes dangereux de la zone d'implantation.

➔ *approche qui permet d'assurer le même niveau de protection que celui des entreprises à l'origine des risques.*

➔ *approche générale qui a été choisie car on ne sait pas écrire d'objectif chiffré de protection sachant que les phénomènes dangereux retenus pour le PPRT ne couvrent pas tous les phénomènes dangereux à l'intérieur des zones grisées.*

➔ *les obligations du code du travail imposent déjà de prendre en compte l'ensemble des phénomènes dangereux générés par l'entreprise du lieu d'implantation, mais aussi ceux venant des autres entreprises environnantes (cas des PPRT multi-sites). Les règles d'urbanisme modifiées par le PPRT ne changent pas ces obligations.*

En zone Rouge : en prenant en compte les phénomènes dangereux retenus par le PPRT, et en fonction d'une étude préalable permettant de définir les objectifs de protection des personnes.

Mesures organisationnelles

En zone grisée et en zone rouge :

Obligation de mise en place d'un plan de protection des personnes selon les critères de la note activité :

- la formation et l'information des personnes (accueil sécurité, formation à l'urgence),
- la description des mesures organisationnelles mises en œuvre (transmission d'alerte, conduite à tenir, coordination des secours, participation régulière à des exercices communs).

➡ *approche qui prend en compte la mise en protection des personnes*

➡ *approche qui vient compléter les règles constructives pour les projets ou extensions avec bâtiment*

- Les exigences sont reprises dans le règlement du PPRT
- La zone de Port-Jérôme s'appuie sur le plan de communication d'urgence et le fonctionnement de l'AEPJR pour répondre à ces exigences.

Présentation AEPJR

MEMBRES :

Les 7 sites SEVESO AS : EMCF, ERSAS, LANXESS Elastomères, Cabot Carbone, Primagaz, Tereos BENP, SODES

Les principales industries et les activités économiques (une 15aine d'entreprises)

La Communauté de Communes Caux Vallée de Seine, le GPMR (en cours)

OBJET

- Etude des questions de sécurité, d'hygiène, de formation et d'environnement dans leur aspect technique, juridique et social afin d'améliorer l'efficacité de ses membres dans ces domaines et de proposer des solutions concrètes aux administrations concernées.
- AEPJR interlocuteur privilégié pour les relations avec l'administration sur des sujets communs :
 - Représentant des industriels auprès d'Air Normand, commissions SPPPI
 - Représentant des industriels dans le CLIC, les rapports SGS, etc
 - Participe activement aux actions et la promotion de la sécurité sur la zone (semaine Sécurité NDG, MASE, forum sécurité avec la CCI, etc)
 - Participe aux activités/commissions techniques Environnement (gestion des déchets, Conseil surveillance Eau Industrielle, conseil de développement Estuaire, etc)
- Réunions régulières des membres pour partage d'expérience dans le domaine SSHE, relations avec les administrations, plan d'urgence.

Présentation AEPJR

Plans de Communication d'Urgence (type convention de principe)

Principe : chaque signataire informe les autres entreprises des événements pouvant exposer les biens ou les personnes (POI)

Chacune des entreprises signataires a la responsabilité de mettre à l'abri son personnel (procédures spécifiques, confinements, etc.)

Le plan et les engagements sont signés par chacun des chefs d'établissements

Les signataires sont :

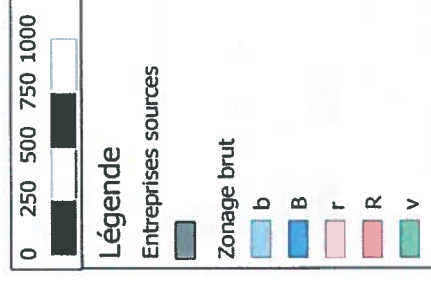
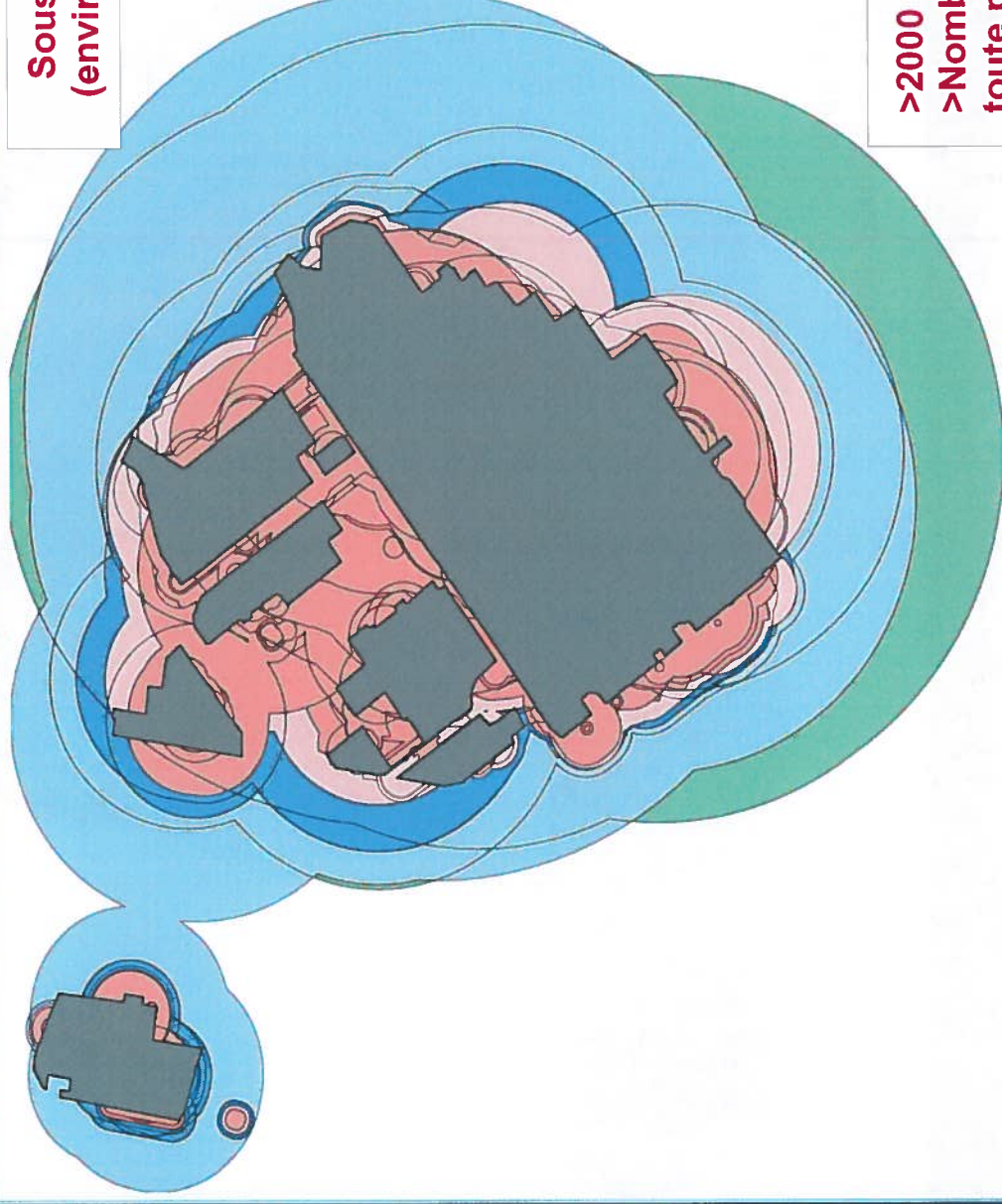
- tous les membres de l'AEPJR
- toutes les entreprises présentes sur la zone (la plupart prestataires de service en lien, logisticiens, services publics (SNCF, ERDF), services et opérateurs portuaires)

Quelques exemples récents :

Exercice POI inopiné chez EMCF et vérification par DREAL du plan chez Air Liquide
Exercice PPI inopiné chez EMCF(scénario toxique) avec confinement des entreprises
Exercice POI Air Liquide en commun avec ERSAS
Gestion en commun des projets sirènes PPI

Définition du zonage réglementaire

**Sous zonage brut
(environ 540 zones)**



>2000 PhD
**>Nombreuses zones de
toute petite taille**
**> Pas ou peu applicable
en pratique**

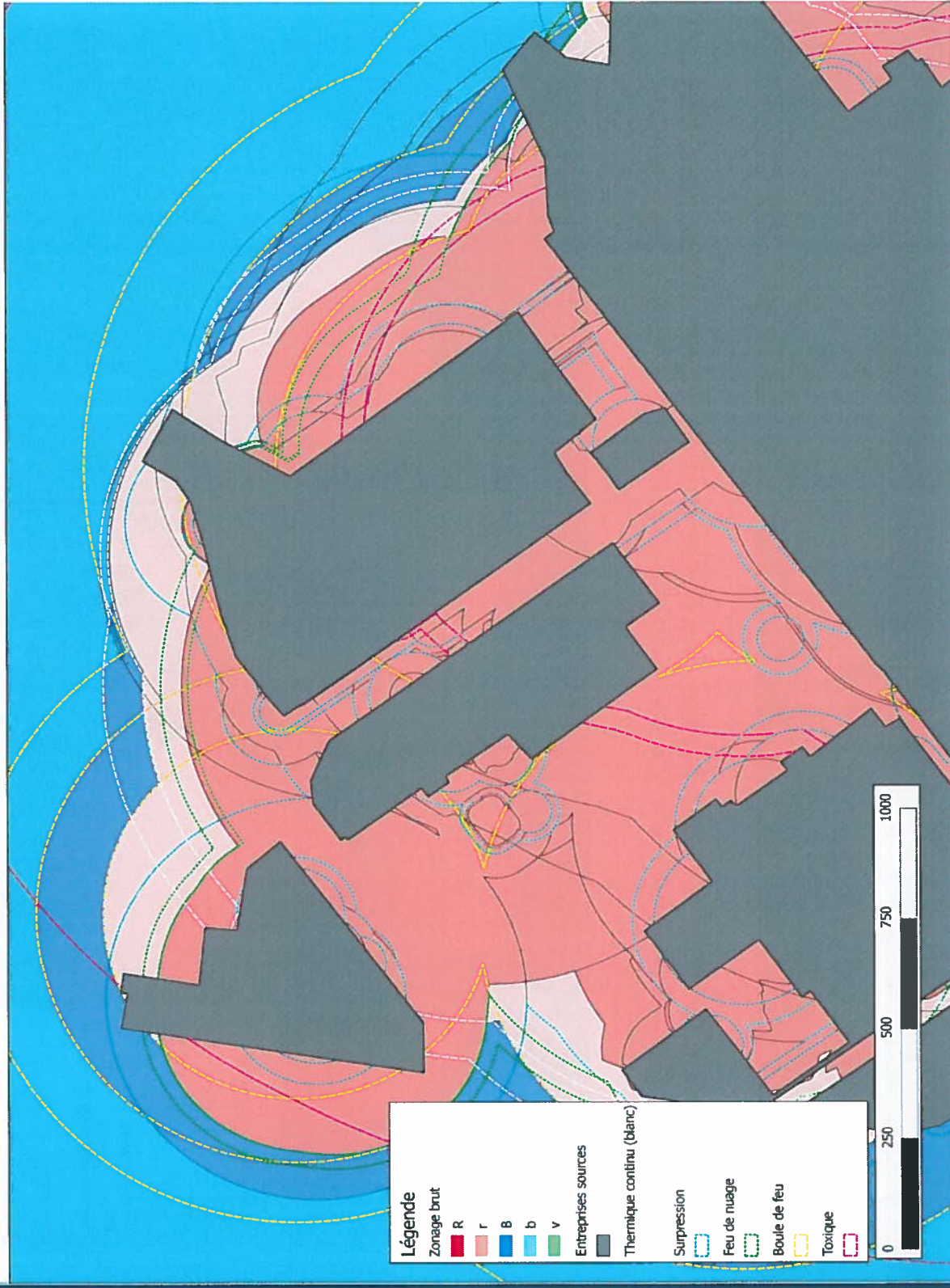
Définition du zonage réglementaire

Sous zonage et enveloppes des effets
~ 1000 à 1500 zones



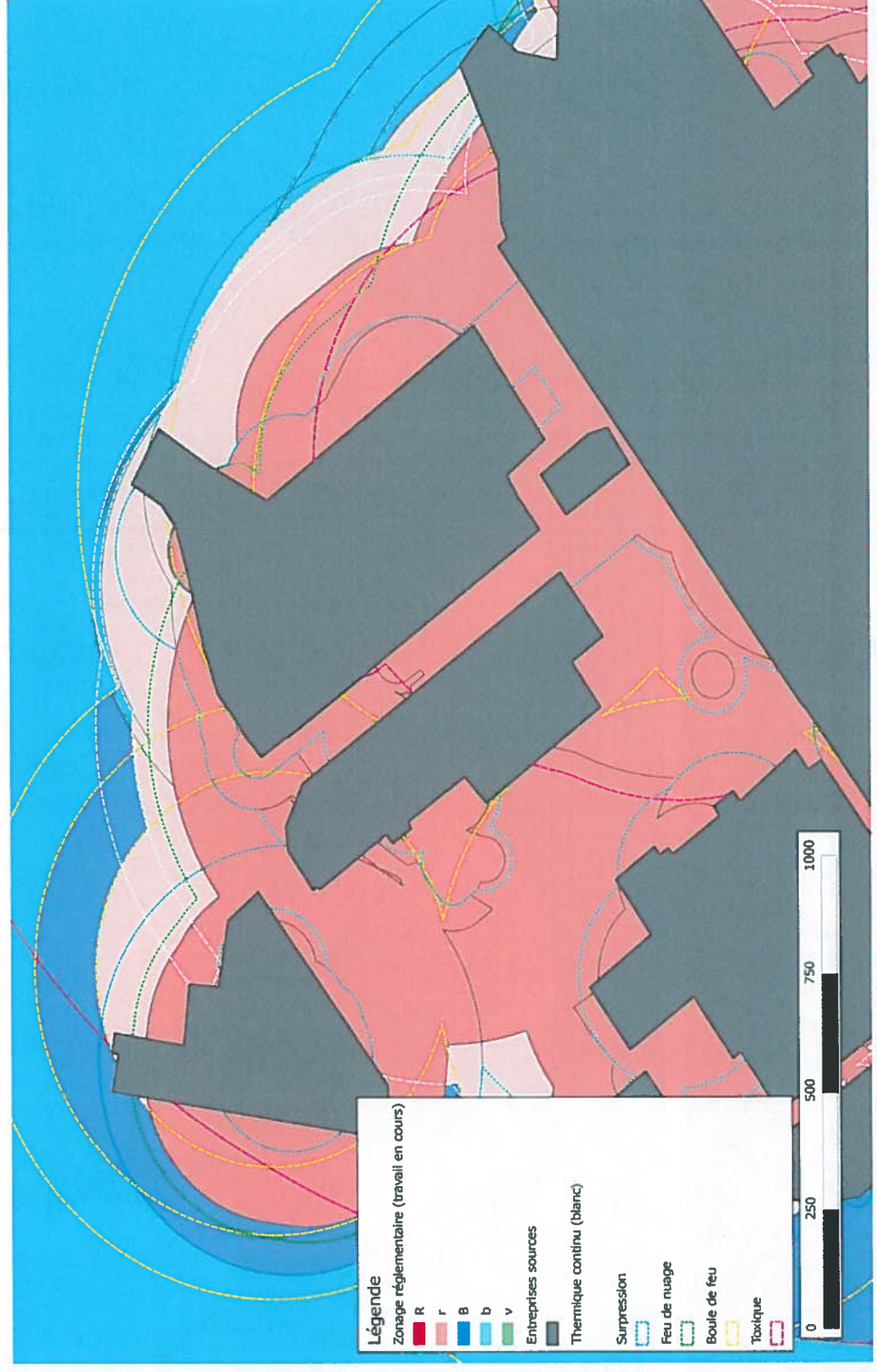
Définition du zonage réglementaire

Zoom

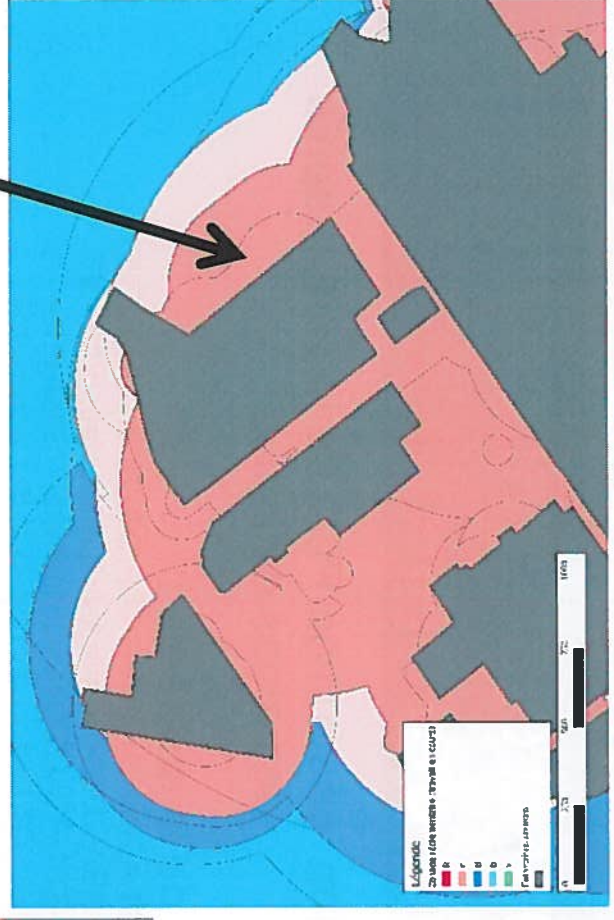


Zonage réglementaire

Après simplification des enveloppes des effets en incluant les enveloppes SEL
des effets thermiques continus et transitoires, toxiques et de surpression



Zonage réglementaire travaux de simplification en cours



Calendrier d'élaboration du Port Jérôme

Présentation en réunion POA de la cartographie
des aléas définitive

Élaboration de la stratégie :

- zones G et R : GT AEPJR/Amaris/GPMR/DREAL/DDTM/CETE
- habitations : GT REAL/DDTM/Collectivités/Association/AEPJR
- infrastructures : GT DREAL/DDTM/Collectivités/AEPJR/CG
- activités existantes : GT DREAL/DDTM/AEPJR/Collectivités

Réunion des POA : présentation du PPRT
(stratégie retenue – zonage réglementaire et
règlement)

Consultation des POA

Pré-réunion CLIC

Réunion CLIC pour avis sur le PPRT

Sept 2012

Sept 12-mai 13

4 juil. 2013

Aout-Oct 13

23 sept. 2013

14 oct. 2013

Objectif : Début d'enquête publique en déc.2013

ANNEXE 5

From: Menard, Daniel
Sent: 21 March 2014 17:14
To: Sous Prefet HAVRE PREF76 (sp-sous-prefet-havre@seine-maritime.gouv.fr)
Cc: daniel.soyez@lanxess.com; 'nicolas.lemaire@tereos.com'
(nicolas.lemaire@tereos.com); Yves GUEGADEN (Y.GUEGADEN@gravenchon.fr);
Menard, Daniel (daniel.menard@exxonmobil.com); Emmanuel TARRET
<emmanuel.tarret@cabotcorp.com> (emmanuel.tarret@cabotcorp.com)
Subject: Retour réunion médiation PPRT avec l'AEPJR

Monsieur le Sous-Préfet :

Faisant suite à la réunion du 20 mars à votre initiative, et constatant les blocages importants des industriels face aux modifications proposées unilatéralement par les services de l'état, vous avez souhaité que vos services rencontrent de nouveau les industriels de l'AEPJR à fins de médiation.

La tenue de cette réunion vient d'avoir lieu, le 21 mars, dans les bureaux de la CVS.

Nous avons demandé à la DREAL et la DDTM de développer leurs arguments pouvant justifier les modifications de fond concernant en particulier les zones grisées. A l'écoute de leurs explications, il ne leur a pas été possible de justifier sur un axe réglementaire leurs positionnements qui comme vous l'avez compris de notre part, constitue un revirement de travaux de concertations menés pendant 18 mois. Nous avons montré à la DREAL et la DDTM que notre approche en la matière est connue, claire et sans ambiguïté depuis Novembre 2012.

Nous souhaitons rappeler ici que les choix des industriels sur leurs zones grisées répondent en tout point au règlement mis en consultation le 18 octobre 2013. Ces choix, parfois différents d'un industriel à l'autre, reflètent les visions économiques de chacun des industriels pour l'utilisation de leur terrain foncier, et visent aussi à ne pas remettre en cause le PPRT au moindre développement économique.

La consultation de plusieurs autres PPRTs de régions différentes montre que les demandes des industriels de Port Jerome sont pertinentes, cohérentes avec les pratiques des autres PPRT, voire même plus contraignantes que d'autres PPRT. Nous tenons à votre disposition l'ensemble de ces éléments. Dans la forme comme dans le fond, nous ne comprenons pas pourquoi il en serait autrement pour la zone industrielle de Port Jerome. Dans les faits cela ne nuit nullement aux objectifs recherchés dans le PPRT. En effet, les exigences du PPRT de Port Jerome en matière de mesures constructives et organisationnelles vont plus loin que les circulaires et la plupart des autres PPRT semblables, mesures que nous avons estimé nécessaires pour assouplir les conditions d'accès dans la zone.

La DREAL a, cependant, confirmé la proposition faite dans vos bureaux sur les zones rouges et bleues, aujourd'hui sur des terrains propriété des industriels ICPE. Cette proposition est jugée insuffisante par l'ensemble des industriels, considérant que leurs droits ne sont pas respectés. D'autre part, cela constituerait une discrimination au regard de la concurrence avec les autres zones industrielles françaises.

Notre proposition est celle contenue dans le règlement mis à consultation des POA et qui prévoit les différentes options autorisées pour le choix des périmètres des zones grisées. Le texte prévoyant « la zone grise peut... » il est établi que ce sont des possibilités offertes sans qu'il soit nécessaire de préciser qui décide de ce choix. Les directions de nos sociétés que nous avons consulté dans le plus brefs délais confirment cette position et ne comprennent pas les motivations des services de l'état, qui contrarie manifestement le succès de ce PPRT.

Ce matin, en prévision de la réunion de cet après-midi, la DREAL nous a communiqué le projet que vous envisagiez de mettre à l'enquête publique. Une lecture rapide par les industriels en séance a fait apparaître des modifications majeures non partagées hier et qui nécessitent une relecture attentive. Comme vous le savez, le projet de règlement a fait l'objet d'une écriture minutieuse avec les différents acteurs, chaque mot ayant son importance, les modifications unilatérales peuvent être fort de conséquence sur les réglementations qui touchent nos activités.

Dans la mesure où il n'a pas été possible de trouver un consensus, nous souhaitons vous faire part immédiatement du blocage et confirmons que nous ne comprenons l'insistance de la DREAL, et leur absence de justification établie réglementairement, à vouloir imposer leur point de vue unique.

Nous avons souhaité vous contacter par téléphone pour vous inviter à discuter de vives voix.

Soucieux de respecter le calendrier de mise en l'enquête publique, il nous paraît à présent préférable, en l'absence d'accord actuel, que le document envisagé ne soit pas diffusé et ainsi prendre le risque qu'il fasse l'objet de désaccords graves au moment du déroulement de l'enquête.

Les directions générales de nos sociétés sollicitent un entretien avec vous dans les meilleurs délais, à votre convenance.

Nous restons joignables dans tous les cas.

Veuillez agréer Monsieur le Sous-Préfet du Havre, de l'assurance de nos salutations respectueuses.

Daniel MENARD
Président de l'AEPJR
Société ExxonMobil
Tél : 06 74 08 87 15

Nicolas LEMAIRE
Membre de l'AEPJR
Société TEREOS BENP
Tél : 06 83 83 77 47

Daniel SOYEZ
Secrétaire de l'AEPJR
Société Lanxess
Tél : 07 77 97 20 14